CITÉ LIBRE

MAI 1958

SOMMAIRE

Quatre fois l'an — 20 — 50 cents le numéro

Cité libre

Rédaction: 84, rue McCu''·-h

Administration: C.P. 10, Station Delorimier, Montréal (34), Canada

Numéro 20 MAI 1958

Lettre ouverte aux trois étudiants qui "attendent" à Québec

Chers amis,

Je ne sais où vous serez quand paraîtront ces lignes. M. Duplessis vous aura-t-il reçus? On a vu déjà l'eau jaillir de la pierre et la mer s'entr'ouvrir pour livrer passage à un peuple... Votre vigile aura-t-elle pris fin? D'autres camarades auront-ils pris votre relève? Cela, au fond, importe peu. Car, si c'est à vous que j'adresse cette lettre, vous savez bien que je parle en même temps à tous ceux qui se reconnaissent dans votre geste. Ils sont, croyez-moi, plus nombreux qu'on ne pense, plus nombreux peut-être que vous ne l'estimez vous-mêmes. Et parmi eux, certains groupes traditionnellement privés de culture, patientent déjà depuis des générations...

Vingt mille étudiants universitaires ne sont pas toute la jeunesse. Pour ma part, je rencontre chaque jour des gens que les salles de cours n'accueilleront jamais, ce qui ne les empêche pas, au contraire, de comprendre ce que vous faites.

Sans doute furent-ils sceptiques, au début de votre action. Mais qui ne le fut pas? Vous traînez un lourd héritage. Il n'y a guère dans le monde que deux types d'agitation étudiante: celle qui relève du monôme, c'est-à-dire de la farce ou du nonconformisme provisoire et celle qui menace les dictatures, qu'elles soient d'Argentine ou de Hongrie. Or, chez nous, la seconde

n'étant guère connue, on crut d'abord qu'il s'agissait de la première forme. Personne ne voulait croire tout à fait au sérieux de votre action. Ceux qui en redoutaient l'issue, parce qu'ils avaient des raisons de la craindre, se rassuraient en évoquant votre traditionnelle inconstance. Et ceux qui vous souhaitaient résolus n'osaient pas vous faire confiance, se rappelant certaines déceptions.

Il faut nous pardonner. Car s'il reste difficile, même après coup, de croire aux miracles, il est rigoureusement impossible de les prévoir.

Or votre grève en fut un! Vous ne pouvez pas peut-être vous en rendre compte aussi bien que nous, parce que vous ne savez pas, sans doute, à quel point jusqu'ici vous paraissiez absents, indifférents aux luttes qui faisaient rage autour de vous... Et quand vous vous taisez, votre silence profite toujours au parti des immobilistes, des satisfaits et des nantis. Vous donnez raison à ceux qu'on paye pour dire que tout va bien. Combien de fois n'a-t-on pas invoqué votre "sage sérénité" pour discréditer tous les cris d'alarme? Et nous avions beau tendre l'oreille, votre voix n'arrivait pas jusqu'à nous.

Oui, parfois, à l'occasion d'une causerie, d'un débat tenu chez vous, l'auditoire bruissait soudain et nous reprenions espoir. Mais les bruissements ne parlent pas un langage très clair...

Même après le réveil de vos cadres, nous doutions encore. Etait-ce un petit groupe seulement? Au nom de qui (et surtout de combien) parlaient vos représentants? Je l'avoue, il m'a semblé, au début, que vous dressiez un château de cartes. Et je le voyais déjà s'effondrer sous les pressions combinées de la menace, du chantage des intérêts mesquins et de la peur. Je redoutais surtout les groupes partisans, ces "jeunesses" bleues ou rouges qui cultivent dans nos universités la race des politiciens profitards, (comme si elle courait le danger de s'éteindre!)

Puis, vous avez fait votre grève. Et le brouillard est tombé. J'en parle, croyez-moi, sans illusion. Je ne vais pas m'imaginer que rien ne grouille dans l'ombre! Mais votre grève a parlé haut et clair **malgré** toutes les peurs et tous les intérêts. Le silence est rompu. C'est cela qui importe. Vous êtes désormais présents et nous savons à quelle enseigne vous logez.

On pouvait, jusqu'ici, donner à votre silence les interprétations les plus fantaisistes; votre parole, au contraire, n'a qu'un sens. Tout le monde a compris! Il suffit pour s'en rendre compte d'écouter vos amis d'hier, ceux qui louaient votre silence équivoque. Il faut voir le mal qu'ils se donnent pour détruire votre témoignage, pour discréditer vos militants, pour calomnier votre action. Les commentaires de M. Julien Morrissette, par exemple, paraissent cocasses à force de mauvaise foi.

Vous croyez, nous dit ce monsieur, que les étudiants ont fait une grève? Pas du tout! Bien entendu, il n'y eut personne ce jour-là dans les salles de cours et très peu de monde sur les campus, mais voici l'explication:

"Les étudiants ont suivi seulement car autrement (sic) il y aurait eu de la casse, mais ils étaient foncièrement contre cette décision (...) il y a gros à parier que la majorité non organisée des étudiants s'est fait rouler par une minorité organisée et bruyante."

On avait espéré que pour une grève étudiante, phénomène inusité, M. Morissette renouvellerait son arsenal: pas du tout! C'est le tiroir de ses vieux clichés anti-syndicaux qu'il vide aujourd'hui sur vos têtes.

Pis encore il cite, sans guillemets, pour conclure, une plaisanterie bouffonne de M. Duplessis sur "le geste illogique de suspendre leurs études par une grève illimitée, précisément parce qu'ils veulent avoir une plus grande facilité d'étudier..." Quand on en est réduit à emprunter ses bons mots au voisin (et quel voisin!) n'st-ce pas le signe d'une inspiration défaillante?

De vos objectifs, pas un mot. Du fait que la moitié des étudiants se recrutent chez un dixième à peine de la population, c'est-à-dire chez les gens fortunés, M. Morissette ne dit rien non plus. C'est un homme que les faits embarrassent mais qui ne s'en embarrasse pas. Et puis, il faut comprendre à quel point vous l'avez déçu. Songez qu'il vous faisait jusqu'ici une confiance entière. Rassuré par l'origine sociale de la plupart d'entre vous, comptant sur les privilèges mêmes dont vous jouissez pour vous imposer le silence, il était bien tranquille. Car enfin, vous aviez, de son point de vue, toutes les raisons au monde de vous taire. Déjà inscrits aux facultés, n'êtes-vous pas définitivement sauvés du naufrage général où sombre, pour les économiquement faibles, tout espoir de culture? A-t-on jamais vu des rescapés plonger de la chaloupe de sauvetage pour repêcher ceux qui se noient?

Un tel geste, que M. Morissette porterait aux nues s'il le trouvait dans une vie de saint, voilà qu'il s'en indigne parce que c'est vous qui le posez... On procède ainsi, à Notre Temps. Quand on se résigne à lire ce journal (pour qui La Presse est "libérale et gauchissante") (1) il faut bien connaître sa géographie politique car la vérité y devient erreur et l'erreur y devient vérité à la moindre traversée des Pyrénées partisanes. Ainsi

---

(1) Notre Temps, 15 mars 1958, p. 2.

Mgr Irénée Lussier, que Notre Temps voua aux gémonies pour une velléité, du reste éphémère, d'accepter les octrois fédéraux, trouve aujourd'hui en M. Morissette un exégète attentif et plein de respect.

Je ne blâme pas d'ailleurs Notre Temps d'accorder beaucoup d'importance à la déclaration du Recteur qui condamna à priori votre grève. C'est en effet, malgré la concision extrême qui la caractérise, un texte capital et fort significatif, remarquable au premier chef par ce qu'il ne dit pas. Ceux, par exemple, qui ont entendu en 1949 Mgr Ferdinand Vaudry, alors recteur de Laval, menacer d'exclusion des étudiants qui voulaient, crime horrible, visiter les mineurs en grève, ceux-là craignaient le pire. De quelles sanctions ne menacerait-on pas ceux qui parlaient maintenant de faire la grève eux-mêmes?

Mais non. Aucun recteur cette fois (si ce n'est, paraît-il, celui de Sherbrooke) ne brandit les sanctions. On se contenta d'aligner des épithètes, après avoir admis au préalable que les étudiants s'attaquaient à un problème réel. C'est le moyen seul qu'on condamnait.

"Inefficace, trancha Mgr Lussier, inutile et dangereuse", telle était la grève des étudiants. Que voilà, dirait Molière, des épithètes soigneusement choisies! Mais pour nous qui jugeons après coup, est-ce qu'elles correspondent à la réalité, désormais vérifiable, d'une grève qui a eu lieu?

Si l'on parle, par exemple, d'efficacité, il sera difficile de donner raison au Recteur de Montréal. De quoi souffre en effet notre Université? Pourquoi ces perpétuelles tractations, ces "pèlerinages secrets chez les politiciens", dont parlait ici même Pierre Trudeau, ces méprisables marchandages qui paralysent la marche en avant de nos grandes Ecoles? En premier lieu parce que l'opinion publique reste chez nous indifférente aux besoins universitaires. C'est cela qui encourage l'arrogance politicienne. "Vous me demandez de l'argent, Monseigneur? dit le politicien. Mais c'est l'argent du peuple que j'administre et jamais le peuple n'a insisté pour que je finance votre institution! Je serai quand même généreux: je vous verserai des fonds, par respect pour l'Eglise avec laquelle mon gouvernement s'est toujours bien entendu. Mais vous devez comprendre d'abord que rien ne m'oblige, que tout dépend de mon bon vouloir. Et bien entendu, j'aurai ensuite le droit d'appeler "bolchéviste" n'importe lequel de vos professeurs, fût-il Jésuite, sans que vous rompiez jamais le silence poli... et politiquement profitable que vous entretenez autour de moi."

Ce dont notre Université a besoin, c'est l'appui de l'opinion. Et qui le lui assurera? Les partis politiques? Ils ont fait leurs

preuves. Alors qui? On ne peut tout de même pas compter sur un sputnik russe à tous les six mois pour réveiller la population. Elle dort. On l'a endormie. Son sommeil est de plomb. Et le problème est urgent. Il ne peut s'agir de l'éveiller en chuchotant derrière les portes.

Les étudiants ont d'abord crié sur la place publique. Pour bien marquer qu'on lui cassait les oreilles, ce qu'il tolère mal, M. Duplessis refusa, au mépris des plus élémentaires traditions démocratiques, de recevoir leurs délégués. Il choisit même en premier lieu de ne pas s'en expliquer. Seule la presse devait le forcer à accuser réception du mémoire universitaire. Pour les auteurs de ce mémoire, que restait-il à faire? Si le premier ministre choisissait d'enterrer leurs suggestions, eux devaient trouver moyen de les faire rebondir dans l'opinion. C'est à quoi leur grève a magnifiquement réussi. Que Mgr Lussier calcule le nombre de nouvelles, d'articles, de commentaires et de dépêches que la grève a provoqués, tant dans la presse qu'à la radio et à la télévision. Nous sommes tous témoins que, ce jour-là, des milliers de citoyens, jusqu'ici imperméables à toute publicité, ont commencé à comprendre que le problème était grave.

Inefficace? Inutile? Mais s'il existe des méthodes plus efficaces et plus utiles, que ne les met-on en oeuvre? Pour le moment, ma soeur Anne ne voit rien venir. Elle ne voit que le rapport d'une commission royale grossièrement escamoté, sans que ni ses auteurs, ni les autorités universitaires n'aient osé s'en plaindre tout haut. Elle ne voit que déclarations de principes et bourses insuffisantes, augmentation nouvelle des frais de scolarité, plus élevés désormais qu'en aucune autre province, alors que l'aide aux étudiants est inférieure. Mgr Parent fera chanter le Te Deum, il l'a promis: mais il faudrait s'occuper aussi d'obtenir les octrois!

Si votre grève fut inefficace et inutile, je me demande quelle épithète mérite le piétinement sur place dont les autorités universitaires nous donnent le spectacle.

Inefficace, prédisait Mgr Lussier, inutile et dangereuse. Peut-être le mot-clef est-il le dernier de la liste. "Dis-moi ce que tu crains et je te dirai qui tu es".

J'en fus témoin: vous, les étudiants, ne craigniez qu'une chose: le désordre échevelé, les carreaux brisés, un cassage de gueules éventuel susceptible de discréditer votre action. Etait-ce la seule crainte de Mgr Lussier ou craignait-il de surcroît la mauvaise humeur du premier ministre que votre grève, même et surtout si elle restait digne, risquait de provoquer? Je veux croire que cette seconde peur ne l'effleura pas. Mais s'il en fut exempt, pourquoi votre Recteur s'abstint-il de vous féliciter, à

l'issue d'une journée paisible et vierge d'incidents? Pourquoi le Président de McGill, le Dr James, fut-il seul à souligner "le caractère adulte" de la manifestation? Faut-il en conclure que le danger évité, celui de la casse spectaculaire, n'était qu'une partie des conséquences redoutées par le recteur? Faut-il croire que Mgr Lussier craignait aussi des représailles d'un autre ordre?

C'est cela qu'il faudrait savoir. Car ni le problème universitaire ni le problème global de l'éducation au Québec, ne sauraient se régler à moins que les autorités n'acceptent une bonne fois de faire la lutte. La phase des sourires polis est résolue. Les allusions voilées, les audaces prudentes et tout l'arsenal traditionnel de la **combinazione** québécoise peuvent encore servir d'alibi à ceux qui devraient agir, pour tranquiliser leur propre conscience, mais ils ne changeront rien à la situation de fait. "Soyons réalistes" nous disent les tenants de l'harmonie-malgré-tout. C'est du gouvernement que viendra l'argent et nous ne l'obtiendrons pas en provoquant sa mauvaise humeur! Mais qu'avons-nous reçu de la bonne humeur provinciale? Les Recteurs sont les premiers à déclarer cet appui insuffisant. Mais il faudrait, à les entendre, continuer tout de même de croire que ce moyen est le bon, en dépit de son évidente faillite! Est-ce le bien de l'Université et du peuple qu'on poursuit comme objectif premier ou bien les bonnes relations avec le gouvernement? Le plus élémentaire réalisme exige qu'on clarifie ce point-là!

Ce que j'admire en vous, les TROIS, c'est que vous acceptiez d'être un signe de contradiction. "Vous ne serez pas compris!" disent les uns. Et c'est exact. Aussi longtemps qu'on ne saisit pas l'urgence du problème universitaire, on ne peut comprendre votre entêtement. Mais vous êtes là tout de même! Et votre présence au Parlement est un scandale. Et ce scandale est chaque matin proclamé devant l'opinion. Je connais des gens qui vous blâmèrent le premier jour mais qui voulurent, dès le dixième, connaître vos raisons. Vient un temps où les Recteurs et les Professeurs, les Administrateurs et les Sages se sentiront forcés d'aller prendre votre place, qui est au fond la leur...

Pour le moment, c'est vous trois et les quatre cents enfants de St-Amable qui témoignez contre le désordre et la stagnation.

Devant le scandale du temps que vous perdez, même les plus distraits finiront pas s'éveiller à la conscience d'un scandale autrement grave: l'assassinat massif perpétré par notre société sur des milliers de talents en pousse que le prix du collège et de l'enseignement supérieur empêche de s'épanouir.

Gérard PELLETIER

A propos de "domination économique"

La campagne électorale qui vient de s'achever a été très prolifique en promesses de toute sorte. Mais, chose étrange, aucune ne fut proférée qui pût nous permettre d'espérer que le gouvernement élu tirerait quelque peu le Canada de sa position d'économie lourdement dominée par l'étranger.

Certes les Libéraux se sont scandalisés de ce que récemment le **State Department** américain ait pu empêcher la filiale canadienne de **Ford** de remplir une commande venant de la Chine communiste, alors que tant de chômage accablait l'industrie canadienne de l'automobile. Mais sous les Libéraux la chose s'était également pratiquée, et M. Pearson, alors ministre des affaires extérieures, avait été impuissant à réduire l'emprise du gouvernement U.S.A. sur des capitaux américains investis au Canada. D'ailleurs, même si ce gouvernement était bien disposé à l'égard de nos industries, cela ne changerait rien aux décisions prises à l'étranger par les compagnies-mères, en fonction de leurs propres profits et non du bien-être de l'ouvrier canadien. Par exemple, il fut un temps sous les Libéraux où la **C.I.L.** ne pouvait se chercher aucun marché à l'extérieur du Canada, parce que cela lui était interdit par les compagnies-mères. (Voir **Patent monopolies,** soumis à la Commission royale d'enquête sur les marques de commerce, etc., 1955.) Autre exemple, rapporté par M. Eugene Forsey: en 1952, l'Amérique latine acheta pour $46 millions à notre industrie-automobile; mais en 1954 ces achats s'élevaient seulement à $248,000: les compagnies américaines avaient simplement repris pour leur compte des commandes remplies — pendant la guerre de Corée — par leurs filiales canadiennes.

De même les Conservateurs, pendant la récente campagne électorale, ont déploré que les gouvernements libéraux aient encouragé les producteurs canadiens à dépendre hautement des marchés américains. Mais cela n'a pas empêché les Américains, dès les premiers mois du règne conservateur, de pratiquer, d'abord le dumping et puis le bilatéralisme, au détriment de nos producteurs de blé; et cela n'a pas empêché le **lobby** américain

du pétrole de couper la gorge à nos producteurs de l'ouest. Certes les Conservateurs semblent vouloir parler un peu plus fort aux Américains, ce qui est sans doute très bien; ils proposent de diversifier davantage nos marchés, ce qui est encore mieux. Mais leur politique tarifaire, jointe à leur attitude négative vis-à-vis le G.A.T.T., vis-à-vis le marché commun européen, et même vis-à-vis le libre-échangisme britannique, nous donne à craindre qu'ils tentent de réduire notre déficit commercial tout bonnement en réduisant notre commerce extérieur.

Enfin la pierre de touche de l'impuissance tant libérale que conservatrice, ce fut — au cours de la campagne — le silence absolu des deux grands partis sur le scandale du pipe-line. Quand on se rappelle à quel point ce scandale contribua à renverser les Libéraux et à mettre les Conservateurs au pouvoir en juin 1957, quand on voit que sous les Conservateurs cette combine financière internationale a continué de créer pour quelques-uns au détriment de l'intérêt général des profits fabuleux, le silence des vieux partis nous éclaire singulièrement sur leurs possibilités d'action.

Tout cela est d'autant plus surprenant que de part et d'autre on a beaucoup fait état du nationalisme pan-canadien au cours de la campagne. Les Libéraux ont déployé la promesse d'un drapeau canadien, qu'ils avaient toujours gardé soigneusement roulé durant leurs 22 ans au pouvoir. Les Conservateurs ont rappelé le **National policy** de MacDonald et évoqué la vision d'un Canada aux dimensions nouvelles. Chose paradoxale, le Parti social démocrate n'a guère embauché les trompettes du nationalisme; mais il fut seul à proposer un dirigisme économique, indispensable à la transformation du nationalisme sus-dit en réalité économique.

Mais les électeurs sont frivoles et distraits. Ils aimeraient bien que les choses s'améliorent et que leur pays s'achemine vers l'indépendance économique; mais ils se gardent bien de demander quel prix ils devront y mettre, et les politiciens se gardent bien de le leur dire. C'est pourquoi j'ai jugé bon de reprendre ici quelques notes sur la théorie et la pratique de la domination économique.

• • •

La domination politique et la domination économique sont inextricablement liées. Deux ambassadeurs américains au Guatémala, se transformant en **condottieri** de la **United Fruit**, en ont fait la démonstration il n'y a guère d'années.

Mais la domination économique n'en a pas moins sa logique autonome et ses lois propres. La maison Barings, patronnant un emprunt russe sur le marché de Londres en pleine guerre de

Crimée, en est peut-être l'exemple classique. Et des peuples coloniaux font une expérience en sens inverse quand ils se retrouvent, au lendemain de leur indépendance, avec des ventres aussi creux qu'auparavant.

Il importe donc de comprendre un peu mieux la logique et les lois de la domination économique. Comment se fait-il qu'un pays politiquement libre ne peut pas décréter simplement sa liberté économique? D'où vient que les pays souverains permettent à des intérêts étrangers de s'installer chez eux? Pour répondre, il faut comprendre le mécanisme et le rôle des investissements étrangers.

Quand un pays prête ou investit des capitaux à l'étranger, cela veut dire qu'il permet à l'étranger d'acheter chez lui à crédit. Ainsi la venue de capitaux américains au Canada, en 1956, a permis aux Canadiens d'importer des Américains $4 milliards 200 millions de marchandises et d'exporter en retour seulement $2 milliards 900 millions (ce qui laisse un déficit pour cette balance commerciale de $1 milliard 300 millions). C'est donc grâce à l'épargne des Américains, qui ont consommé moins qu'ils n'ont produit, que les Canadiens ont pu sans effort développer leurs mines, leurs pétroles et leurs usines.

Mais tout se paye — avec en plus les intérêts et les dividendes! Et si les Canadiens veulent un jour sortir de leurs dettes et devenir maîtres chez eux, ils devront à leur tour produire plus qu'ils ne consomment et envoyer des milliards en marchandises aux Etats-Unis sans rien recevoir en échange.

En soi, cette situation n'a rien de bien particulier: presque toutes les nations modernes ont commencé par être débitrices. Par exemple, seule de tous les pays, l'Angleterre a pu construire ses chemins de fer sans l'apport de capitaux étrangers. En effet, il est normal que les pays qui se sont industrialisés les premiers aient pu produire des biens en surabondance, et ainsi financer le développement d'autres pays. En 1914, la Grande Bretagne détenait des titres à l'étranger pour une valeur de $20 milliards, soit le quart de sa richesse nationale. La France suivait avec $8.7 milliards, puis l'Allemagne avec $6 milliards. Dès cette époque, la Grande Bretagne était donc devenue une nation "rentière", recevant de l'étranger plus de biens et services qu'elle n'en y expédiait. Deux grandes guerres et leurs suites ont obligé ce pays à manger beaucoup de son capital étranger; mais de 1947 à 1953, il recevait encore de l'étranger une moyenne de $305 millions par an en intérêts et dividendes. Quant à la France, elle recevait encore une moyenne de $10 millions par an.

Jusqu'en 1914, les Etats-Unis furent aussi une nation débitrice, et durent leur expansion industrielle à l'épargne d'autrui.

Au tournant du siècle, les placements européens à long terme aux Etats-Unis s'élevaient à $3.5 milliards, soit la valeur de tout l'équipement dans les usines et sur les fermes américaines. En 1929, cette somme était passée à $8.5 milliards. Mais avec l'essor de la guerre et de l'après-guerre, les Américains sont devenus peu-à-peu les créanciers du monde. Dès 1931, leurs investissements en Europe s'élevaient à $5.6 milliards; au Canada, à $4 milliards; et dans le reste de l'Amérique à $6 milliards. Et de 1947 à 1953, les Etats-Unis recevaient du reste du monde, en dividendes et intérêts seulement, une somme moyenne de $1 milliard 741 millions par an, soit $11.47 par tête d'habitant.

Ceci dit pour rappeler que notre monde s'est industrialisé sous l'égide d'économies nationales successivement dominantes, et qu'il n'y a pas lieu de s'en atterrer outre mesure. Voyons maintenant quelle est la situation du Canada.

Dès l'entre-deux guerres, le Canada pouvait se glorifier (?) d'être – de tous les pays du monde – le plus endetté vis-à-vis l'étranger; et depuis, avec l'exception possible du Vénézuéla, aucun pays n'a pu nous disputer ce titre de gloire! Et puis ça continue de mieux en mieux. Si on considère l'ensemble des capitaux qui sont investis chez nous chaque année dans tous les domaines (maisons, usines, équipement, routes, etc.), on constate que la part nette de capitaux **étrangers** est passé de moins de 3% en 1945 à plus de 10% en 1956. En 1956, la valeur aux livres de créances étrangères sur le Canada était deux fois plus élevée qu'en 1945, s'établissant à $15.4 milliards, dont $11.6 se trouvaient aux Etats-Unis et $2.7 en Grande Bretagne. Et il faut noter que ces capitaux étrangers se concentraient dans les secteurs les plus dynamiques, d'où ils pouvaient avoir une grande influence sur le reste de notre économie. Ainsi en 1953, 47% de l'industrie manufacturière canadienne appartenait à des non-résidents; pour les mines, la réduction et les pétroles, le pourcentage était de 56%.

Et il faut encore remarquer que le placement habile de leur capital-action permet souvent aux non-résidents d'exercer une influence encore plus vaste que leurs droits de propriété. C'est ainsi qu'en 1953 ils commandaient déjà l'activité de 70% des pétroles, 55% des mines, et 47% du reste de l'industrie manufacturière.

Ajoutons que, dans la très grande majorité des cas, dépendance étrangère veut dire: américaine. En 1954, 3361 entreprises canadiennes étaient sous la dépendance des Etats-Unis. Et si on se limite à la seule industrie manufacturière, on voit que l'influence américaine tend à se concentrer dans un petit nombre d'entreprises géantes; des 60 compagnies canadiennes capitali-

sées à $25 millions et plus, les capitaux américains en commandaient 42% du nombre et 60% de la valeur.

Il n'est sans doute pas inopportun de souligner ici que tous ces chiffres s'appliquent à l'ensemble du Canada. Les Québécois ont trop souvent tendance à croire que la domination économique est un phénomène dont ils sont victimes uniquement en raison de leur état de minorité ethnique. Evidemment, il reste vrai que le sentiment d'être économiquement dominés a quelque raison d'être aggravé chez les Canadiens français; car même quand le capital qui commande à leur économie est de provenance canadienne, il n'en est pas moins — le plus souvent — sous la direction d'un autre groupe ethnique. Mais c'est là un autre problème...

La signification de ces données est obvie: dans des secteurs-clef de l'économie canadienne, des non-résidents sont en mesure de prendre des décisions contraires au bien-être des Canadiens. Et cela s'est produit de fait dans des industries aussi importantes que l'automobile, les produits optiques, le titanium, la radio, les produits chimiques et bien d'autres. L'étranger décidera si nos puits d'huile seront exploités ou bouchés, si notre minerai sera transformé ici ou ailleurs, si nos usines seront automatisées ou non, si nos produits seront mis sur le marché mondial ou pas, si nos ouvriers seront libres d'exercer leur droit d'association ou non. L'étranger décidera, . . . et encaissera les profits: dans les années d'après-guerre, par exemple, 55% des dividendes payées par l'ensemble des compagnies canadiennes étaient distribuées à des non-résidents; en même temps et automatiquement ces gens devenaient propriétaires des deux-cinquièmes des profits accumulés et non distribués, renforçant d'autant leur emprise sur notre économie.

Ceci nous amène à la question suivante: le Canada peut-il se libérer de la domination qu'exerce l'étranger, et singulièrement l'Américain, sur son économie? Ce serait une erreur de croire à une répétition automatique des mécanismes grâce auxquels les Etats-Unis, de débiteurs d'Europe, en sont devenus les créanciers. Car les capitaux européens en Amérique prenaient la forme de prêts ou d'obligations, qui étaient rapatriés à une échéance donnée; tandis que les investissements Américains au Canada sont en grande partie sous forme de capital-action qui dure indéfiniment.

Une autre différence c'est que l'Europe d'alors était libre échangiste, et qu'en plus elle peuplait l'Amérique de ses savants, ses techniciens, ses inventions. Au contraire, les Etats-Unis sont protectionnistes, ils envahissent nos marchés (comme par le dumping du blé), gardent le monopole de leurs patentes

et absorbent nos intellectuels et nos chercheurs. Enfin les Etats-Unis sont sortis extraordinairement enrichis de deux guerres qui avaient dévasté l'Europe; tandis que le Canada ne saurait échapper à aucun cataclysme (militaire ou économique) qui frapperait son créancier.

Cela est devenu particulièrement sensible aux Canadiens ces mois-ci; car le ralentissement relatif de l'économie américaine, caractérisé actuellement par une crise de chômage, n'a nullement permis au Canada de prendre une avance sur son voisin "appauvri"; loin de gagner des marchés aux dépens de nos voisins, notre propre économie a été rendue caduque par suite de leur maladie, comme en témoigne actuellement le chômage chez nous. La raison en est obvie: non seulement les Etats-Unis sont notre principal fournisseur de capitaux; mais ils constituent également notre principal acheteur, ayant acheté, en 1955 par exemple, 60% de toutes nos exportations. Conséquemment, une crise américaine gêne en même temps une bonne part de nos investissements et de nos débouchés.

Le Canada, comme le reste du monde occidental d'ailleurs, semble donc destiné à vivre pour longtemps encore dans un monde dont la croissance économique sera dominée par les Etats-Unis, qui comptent pour 6½% du genre humain, mais qui retirent 45% du revenu global de l'humanité.

Pour l'Américain, pareille statistique a quelque chose de paradoxal. Car s'il voulait aider les pays étrangers à se libérer économiquement de lui, la solution la plus obvie — à part l'annulation des créances, impensable et impraticable comme solution globale — consisterait à augmenter radicalement le chiffre de ses importations; c'est-à-dire, en définitive, à hausser considérablement son niveau de vie, déjà le plus élevé de la terre! Une telle suralimentation ne manquerait pas de provoquer des dérangements graves dans l'économie américaine, et il serait clairement irréaliste d'en attendre beaucoup de bien. — Il faut donc chercher des remèdes en nous. Les paragraphes qui suivent ne prétendent pas offrir des solutions mathématiquement précises; elles veulent plutôt ouvrir des voies à une réflexion qu'à peu près personne ne semble vouloir mener. Encore une fois, on parle beaucoup de libération économique; mais on ne parle guère d'en payer le prix.

A part l'exclusion pure et simple de capitaux américains, solution proprement réactionnaire qui supposerait un freinage vigoureux de notre expansion économique et une réduction radicale de notre train de vie, deux attitudes restent possibles: Ou bien nous subirons passivement notre condition d'économie dominée, et alors il vaudrait mieux carrément s'annexer aux

Etats-Unis, plutôt que d'être une colonie exploitée sans limite. Ou bien nous interviendrons vigoureusement dans le jeu des forces économiques, en adoptant des politiques économiques qui tiendraient compte des données suivantes:

1 — L'épuisement graduel des ressources américaines, tel que constaté par le rapport Paley.

2 — Le monopole détenu par le Canada sur certaines ressources.

3 — Le besoin pressant qu'ont les Américains de trouver des marchés pour leurs surplus de production et de capitaux.

4 — L'existence de tels marchés au Canada, qui unissent avec un rare bonheur les conditions de rentabilité économique et de sécurité politique.

Ces faits donnent au Canada un **Bargaining** power qui lui permettrait de diriger les capitaux suivant les priorités suivantes:

1 — La rentabilité sociale doit prendre le pas sur l'économique: les maisons, les écoles, les hôpitaux avant les usines et manufactures. — Je ne prétends évidemment pas que la rentabilité sociale doive être érigée en critère absolu. Car d'une part il ne faut jamais oublier que les investissements purement commerciaux portent leur part des frais fixes sociaux: ainsi, par les impôts et autrement, les capitaux étrangers aident notre propre capital commercial à défrayer le coût des hôpitaux, des réseaux routiers, etc. D'autre part, il importe toujours de considérer la conjoncture économique particulière: ainsi à certaines époques le capital étranger sera complémentaire au nôtre, et il stimulera notre activité économique en favorisant l'épargne et l'investissement indigènes; par contre, à d'autres époques (comme en période de plein emploi) le capital étranger pourra entrer en compétition avec le capital canadien et avoir un effet inflationnaire sur les salaires et les prix, ce qui augmentera le coût des investissements sociaux et retardera la construction d'hôpitaux, d'écoles, de maisons, etc.: car à moins d'une immigration sélective, les capitaux nouveaux ne créeront des emplois nouveaux qu'en détruisant les anciens.

2 — Les ressources qui ne se conservent pas avant celles qui peuvent attendre sans dépérir que nous en ayons besoin: par exemple les chutes d'eau et les forêts avant les pétroles et les mines. — Il est clair que ce principe n'est pas plus absolu que le précédent, et ne peut s'entendre que **ceteris paribus.** Par exemple, ici encore il faut tenir compte de la complémentarité des investissements. Seulement il faut tuer le préjugé courant chez nos hommes d'affaires qui consiste à croire qu'il est nécessairement bon de développer le plus de ressources possible et le plus vite possible. Sans doute que

les résultats à court terme peuvent être économiquement bons, puisque les capitaux tendront automatiquement à à s'investir là où le rendement (et le profit) sera le plus grand. Mais — et ceci est particulièrement vrai d'une population qui jouit d'un niveau de vie déjà fort élevé — il ne faudrait pas oublier que dans la vie d'un pays un développement plus lent mais sans arrêt vaut souvent mieux que des progrès saccadés et brefs. Donc, dans le cas de ressources qui se conservent, comme les mines, la sagesse peut parfois consister à ne pas les exploiter: elles seront encore là dans quelquels années, et en attendant notre population ferait peut-être mieux d'augmenter le nombre de ses écoles et de ses hôpitaux, que de creuser plus profondément des trous dans la terre.

Une fois ces priorités respectées, il faudrait négocier "serré" sur tout le reste, et obtenir si possible:

1 — L'embauchage de techniciens et travailleurs spécialisés canadiens.

2 — Le lotissement de terrains miniers suivant le système de l'échiquier.

3 — La transformation des matières premières au Canada.

4 — La perception de droits d'exploitation proportionnels aux avantages que nous détenons sur nos compétiteurs.

De telles négociations ne seraient fructueuses évidemment que si les Canadiens qui les conduisent ont toute la compétence nécessaire. Mais cette compétence s'acquiert; trop souvent nous croyons être les premiers à rencontrer ces problèmes, alors que nous pourrions profiter des expériences des autres. Il faudrait que des techniciens canadiens étudient les solutions que d'autres pays ont trouvées dans le domaine de l'exploitation des ressources naturelles: quels systèmes d'impôts sont les plus efficaces, quels sont les barèmes des royautés, que vaut le système de la mise aux enchères, etc.?

Enfin, au lieu de nuire au développement du syndicalisme, il faudrait que nos gouvernements l'encouragent. Car en fin de compte, quand toutes les transactions capitales ont été conclues, que le gouvernement a obtenu le meilleur prix possible pour les ressources naturelles, les unions ouvrières peuvent encore faire quelque chose: en obtenant pour nos ouvriers des salaires maxima, elles laissent à l'étranger des plus-values minima.

On m'objectera sans doute ici qu'à négocier trop serré le Canada réussira peut-être parfois à éloigner les capitaux étrangers. Evidemment, toute entente entre égaux est négociée à ce risque, et les parties doivent rajuster leurs conditions et leurs exigences suivant leurs succès et leurs échecs. — J'ajoute seule-

ment ceci: ce ne serait pas toujours un malheur si nous détournions de temps à autre le capital étranger vers des pays moins exigeants et moins fortunés que le nôtre. Nous contribuerions peut-être ainsi (ce que le fonctionnement automatique des lois capitalistes réussit si mal) à l'instauration éventuelle de la **civitas maxima**, où le bien de la communauté internationale aura priorité sur le bien d'un Etat national.

Pour ce qui est de l'obligation faite aux compagnies canadiennes dominées par le capital américain — 76% d'entre elles n'ont pas un seul détenteur canadien de parts communes ou votantes — de vendre des actions communes à des Canadiens, cette politique a assez de vogue depuis que le rapport Gordon en a parlé. Mais on ne semble pas avoir bien compris dans le public les corollaires de telles mesures; elles n'ont en effet de sens que

1 — Si les Canadiens (qui ont déjà un des plus hauts taux d'épargne de l'Occident) sont prêts à épargner davantage, ou à désinvestir dans les secteurs moins rentables (comme le textile, ou tout le marché des obligations), et

2 — Si le gouvernement est prêt — le secteur privé s'abstenant — à se porter lui-même acquerreur de ces actions, ce qui revient à nationaliser partiellement l'entreprise.

Or il semble assez clair que la Commission Gordon n'envisageait pas ce genre de nationalisation. Il faudrait donc que d'une manière ou d'une autre les capitaux canadiens soient amenés à entrer davantage dans le secteur spéculatif, où le rendement est plus élevé; les corporations publiques et les entreprises privées seraient ainsi poussées à chercher sur les marchés étrangers leur capital d'emprunt plutôt que leur capital-action.

• • •

Il ressort de tout ceci que le Canada ne sortira pas automatiquement de sa situation d'économie dominée. Pour en sortir, il faudrait d'abord le vouloir. Or il n'est pas du tout certain que les Canadiens le veulent vraiment, puisque les politiciens ne leur ont jamais exposé les alternatives. Personne ne sait donc vraiment si le peuple canadien serait prêt à ralentir légèrement le rythme de ses progrès, au cas où cela serait nécessaire, pour conquérir une indépendance économique relative.

Surtout, personne ne sait si les Canadiens seraient prêts à accepter la sorte de dirigisme économique que toutes ces réformes supposent. Or si une chose ressort du présent examen, c'est bien qu'un pays sous la coupe d'une économie dominante ne peut s'en tirer avec avantage que s'il pratique une mesure de planification.

Mais qui parle de cela aux Canadiens, à part le P.S.D.? Chose ironique, les partis (tant fédéraux que provinciaux) les plus nationalistes sont ceux-là même qui s'opposent le plus à l'interventionnisme économique. Ces politiciens voudraient bien d'un régime économique qui aurait tous les avantages du dirigisme; mais ils se battront à mort contre l'économie dirigée! Car, n'est-ce pas, les bailleurs de fonds doivent toujours conserver leurs droits...

Pierre Elliott TRUDEAU

RÉFÉRENCES:

Annuaire du Canada, 1956 (B.F.S.)

Canada's international investment position (D.B.S. 1956)

Encyclopédia of Social Sciences (Macmillan)

Rapports préliminaires, Commission royale d'enquête sur les perspectives économiques du Canada.

F. Perroux, "Esquisse d'une théorie de l'économie dominante", **Economie appliquée** (Paris, avril-sept. 1948)

E. Forsey, **Joint submission of T.L.C. and C.C.L. to the Royal commission on Canada's economic prospects**

G. Stein, **The World the dollar built** (Monthly Review Press, 1953)

Les journaux "jaunes" sous Louis XIV

"... Mais il y avait déjà des journalistes, avides de nouvelles, vraies ou fausses, scandaleuses de préférence. C'étaient les "nouvellistes à la main". On les trouvait dans tous les lieux publics, cafés, jardins, promenades, à l'affût des derniers potins parisiens. Ils recueillaient pêle-mêle tout ce qu'ils pouvaient apprendre, aussi bien auprès des secrétaires d'ambassade que des laquais, puis rédigeaient de petites gazettes manuscrites, inlassablement recopiées, qu'ils vendaient sous le manteau, car l'autorité y était souvent brocardée, et qu'ils envoyaient dans toutes les provinces où elles complétaient les informations fournies par les correspondances privées, comme celle de Mme de Sévigné, qui circulaient de main en main.

La police, qui exerçait une censure très sévère sur toute la presse imprimée, pourchassait impitoyablement ces gazetiers amateurs dont les productions échappaient à son contrôle. Dès qu'elle en saisissait un, elle l'emprisonnait; les condamnations étaient très sévères: exil, prison, galères, potence. Les archives de la Bastille conservent de nombreuses traces de leurs procès et quelques exemplaires de leurs élucubrations.

Ces journalistes improvisés étaient de toutes professions; on trouve parmi eux, pêle-mêle, des avocats, des gens du Palais, des abbés, des domestiques, un gargotier, un marchand fruitier. C'étaient, en général, de pauvres hères faméliques qui spéculaient sur la curiosité toujours en éveil du public et ne craignaient ni les scandales, ni les mensonges, ni les calomnies. A aucun titre, ils n'appartiennent à la corporation des gens de lettres".

Georges Mongrédien,
LA VIE QUOTIDIENNE SOUS LOUIS XIV,
édité chez Hachette.

Lettre ouverte à quelques intellectuels et à Monsieur Pierre Elliot Trudeau, Directeur de "Cité Libre"

Mon cher Pierre Elliott Trudeau,

Il y a quelques mois je me suis mise à l'oeuvre pour rédiger un texte dont la parution dans **Cité Libre** me semblait importante. Mais les récents événements de notre vie canadienne, les exigences de notre époque immédiate et la teneur de vos publications, ont transformé en lettre ouverte un papier que je vous offre sans aucune idée de polémique ni de stériles querelles.

Cité Libre est une revue de grande classe; l'étranger vous cite souvent et vous ne vous privez guère du légitime orgueil de nous le rappeler. **(Cité Libre — Novembre 1957, page 28, N.D.L. R.)** Or en feuilletant votre revue, en écoutant palabrer votre entourage, en constatant l'étonnante vacuité de certains intellectuels, j'ose vous demander si la France d'Esprit ne complimente pas le Canada d'Esprit sur la relève d'idées dont là-bas on commence à se lasser, plutôt que sur vos initiatives personnelles?

Lors de la publication aux éditions **Cité Libre de La Grève de l'Amiante,** votre équipe avait réussi, à mon sens, un remarquable exposé sur notre situation intellectuelle, journalistique, syndicale et financière. On dirait à relire ces mêmes idées, redites depuis sous des angles différents, que votre équipe en a perdu le souffle. Depuis, vous êtes en "chapelle intellectuelle", soucieux avant tout de plaire à vos amis et totalement dédaigneux de cette masse de gens pour lesquels vous vous battez au nom du syndicalisme et du prolétariat, ces grands mots baptisés par Raymond Aron "l'opium des intellectuels". Or à vous voir agir, à vous écouter dénoncer nos simples problèmes, à réaliser votre certitude à condamner ce qui ne rencontre pas vos idées, une question s'impose. Si Dieu ou le hasard ne vous avait pas dotés, du moins pour quelques-uns d'entre vous, d'une fortune personnelle ou de situations lucratives, seriez-vous aussi empressés, auriez-vous le temps de réussir vos carrières sur le dos d'hommes dont jamais vous ne partagerez la vie dure et besogneuse? Vous

connaissez mieux que moi les problèmes syndicaux, les dangers du fédéralisme, les artifices de la démocratie, mais dites-moi, connaissez-vous vraiment et de très près, les ouvriers dont vous vous faites les défenseurs? Connaître en intellectuel un problème et le vivre en manoeuvre c'est une telle différence! Si dans votre connaissance de l'humain il se manifestait un peu plus de simple fraternité et un peu moins de principes livresques (vous citez tellement d'économistes, de penseurs, de philosophes à l'appui de vos thèses) vous obtiendriez sans doute une plus juste répartition des valeurs tant financières qu'humaines.

Soit, vous êtes de la gauche, soit, il faut à une droite, une gauche pour équilibrer les forces d'un peuple; les gauchistes ne sont sans doute pas nécessairement des communistes, enfin, la pensée de gauche est peut-être plus vibrante, plus nette, plus souple que celle parfois si rigide de droite, mais dites, allez-vous nous répéter tout ceci encore bien longtemps? Récemment **Cité Libre** sacrifiait des pages à une Défense de la Gauche. Croyez-vous vraiment utile de nous rappeler que La Presse, La Patrie, Notre Temps, l'Action Catholique sont à droite, Le Devoir, entre les deux selon l'heure, et Cité Libre la seule revue "dont les membres animés d'une foi commune dans l'homme recherchent des solutions adultes à nos maladies" (**Cité Libre, novembre 1957. Pierre Charbonneau**). Vous êtes peut-être les seuls à chercher des solutions sans jamais les trouver, mais il y a sur notre terre québecquoise d'autres gens que vous tous qui, croyez-moi, trouvent des réponses ailleurs que dans des dissertations savantes, des déclarations à l'emporte-pièce, mais peu utiles à notre réalité brutale et concrète. J'ai assisté à plusieurs réunions de **l'Institut des Affaires Publiques** et j'en suis revenue tristement convaincue que la plupart de vos intellectuels parlent pour eux, un langage chiffré inaccessible aux humbles mortels, ces hommes pour qui en somme vous cherchez des solutions d'adultes!

La revue **Points de Vue**, à laquelle je collabore et qui n'est pas "ma revue" comme l'écrivent ceux que le ridicule n'arrive pas à tuer, s'est carrément détournée des intellectuels, dont les articles souvent prétentieux et vidés de simple bon sens, sont, selon moi, responsables de l'antinomie existant chez nous entre eux et la masse. Si notre peuple ne manifeste guère d'intérêt pour les choses de l'esprit, la faute revient à tous ceux qui donnent aux choses de l'esprit un ton pédant, hermétique, faussement intellectuel et surtout suprêmement ennuyeux. Mon cher Pierre, quand ces dits intellectuels affirment qu'ils attendaient plus de la revue **Points de Vue**, ils peuvent être sûrs que les dirigeants de **Points de Vue** attendaient également un peu plus d'eux.

Dans tous les pays du monde, un malentendu sépare l'élite du grand public, mais pourquoi faut-il que chez nous cette élite perde le sens de la masse pour qui elle existe. Or notre élite se parle entre elle; les penseurs écrivent pour les philosophes, les écrivains pour les critiques, les poètes pour d'autres poètes. **Cité Libre**, une revue intellectuelle possédant cet héroïque courage chez nous de dire sa vérité, pourrait, devrait épauler tout ce qui cherche à vivre autrement que sur des barêmes, à penser différemment des préjugés ou des conventions. Nous savons, croyez-moi, tout ce que vous n'êtes pas; le temps est venu, si vraiment vous voulez être pris au sérieux, de nous dire ce que vous êtes. A l'heure actuelle vous faites très "at home" et qui n'est pas dans vos complaisances ne mérite pas une oreille attentive. Vous planez tous très haut, mais vous avez, comme les autres, besoin dans la vie de plus petits que vous. Or personne ne peut agir sur la masse sans savoir lui parler, se mettre à sa porter, l'intéresser lentement à des sujets plus sérieux tout en lui offrant ce qui la passionne, pour ensuite imperceptiblement, mais fermement hausser le ton et tenter une oeuvre éducatrice. Nous avons la méchanceté à fleur de peau; j'en veux pour exemple, les propos acerbes tenus par monsieur Victor Barbeau, président d'une Académie dont il est le fondateur, lors d'une récente émission de Carrefour. Pourquoi avoir laissé entendre, que "si les écrivains de la radio méritent un jour de figurer dans la littérature" ils auront sans doute droit à l'attention des Académiciens. Pourquoi ce brocart gratuit sur les ondes? En quoi Choquette, Lemelin, Dubé, Cloutier, Françoise Loranger, et j'en oublie, sont-ils inférieurs aux confrères de monsieur Barbeau? Personne ne songera à nier le prodigieux talent de monsieur Barbeau, alors, une fois de plus, pourquoi afficher une telle ironie... Faut-il donc nécessairement que nos intellectuels soient les seuls à posséder l'intelligence, le don de la parole, de la pensée et celui de la plume?

Nous allons à la catastrophe chez nous, dans le domaine de l'esprit. Les intellectuels y sont pour beaucoup. Trop d'entr'eux ont une culture surfaite, farcie de mots clés dont ils se servent avec brio, pour cacher leur incohérence. Et parce que ces gens là ont l'ironie au poing, et qu'ils sont habiles à ridiculiser leurs semblables, ils blessent parfois profondément le public qui cherchait à comprendre et qui simplement tentait de se rapprocher d'eux. Descendez de vos chaires, messieurs les intellectuels; mêlez-vous aux gens dont vous cherchez à analyser la vie, à résoudre les problèmes, lisez un peu moins dans les livres les vérités que

la réalité vous promène sous le nez. Ainsi vous risquerez de côtoyer de plus près le peuple sur lequel vous avez édifié vos savantes plaidoiries. Peut-être qu'entre lui et vous, éclatera ce grand dialogue indispensable à l'éducation dont les intellectuels assument la lourde responsabilité.

Et voici que ma Lettre Ouverte se referme. Ne me tenez pas rigueur de propos ayant pris naissance non sur ma certitude d'avoir trouvé la vraie voie, mais dans ma conviction totale de n'être peut-être pas toute seule à me tromper.

Solange CHAPUT ROLLAND.

Saint-Jérôme, janvier 1958.

N.D.L.R.

Il n'échappera à personne que la lettre de Mme Chaput-Rolland est un document en tous points remarquable. Sans émuler l'intuition géniale et le sens critique bouleversant de Mme Andrée Maillet (1), l'A. prononce tout de même sur **Cité libre** et son équipe des jugements pénétrants et définitifs auxquels nous-mêmes sommes forcés de souscrire.

Il est par exemple évident que nous avons tort de parler ici un langage inintelligible pour les lecteurs de **Tintin** ou **d'Allo-Police.** Le fait que la plupart d'entre nous travaillons par ailleurs dans le secteur de l'éducation populaire ne saurait constituer une excuse valable. Qu'est-ce qu'une série de cours dans un institut ouvrier, une douzaine d'articles dans un périodique populaire ou trente émissions de vulgarisation à la TV, auprès du crime horrible d'écrire deux fois l'an pour **Cité libre?** Il saute aux yeux de tous que l'existence de l'Université est un scandale nullement atténué par la multitude des écoles primaires. Seule une infatuation coupable, c'est évident, peut induire certaines gens à délaisser l'abécédaire pour les mathématiques spéculatives ou la prétentieuse sociologie.

Mais ce n'est là encore que la surface de nos torts. En profondeur, Mme Chaput-Rolland dénonce avec combien de raison notre esprit de "chapelle intellectuelle" uniquement soucieux de plaire à des amis. Nous aurions dû comprendre en effet que

---

(1) Cf. Le Petit Journal, hebdomadaire bien connu pour ses tendances d'extrême gauche, où Mme Maillet conseillait courageusement à Cité libre de "former un mouvement qui pourrait s'appeler les intellectuels libérés ou libertaires ou révolutionnaires..." (28-1-58)

MM. Jean-Louis Gagnon, Paul Bouchard, Pierre Vadeboncoeur et Mgr Félix-Antoine Savard, de même que M. Théo Gagné, mineur à Murdochville, Mlle Jeanne Lapointe ou Mme Marie Raymond, n'étaient qu'un groupe d'amis intimes et ne trouvaient notre oreille attentive qu'en entrant dans notre complaisance. Le fait d'ouvrir la revue à des amis si divers ne souligne-t-il pas l'intention pernicieuse de camoufler notre chapelle en maison d'accueil?

Oui, nous sommes "totalement dédaigneux de cette masse de gens pour lesquels nous nous battons au nom du syndicalisme et du prolétariat, ces grands mots..."

C'est même pour les dédaigner de plus près (nous pouvons l'avouer, maintenant que Mme Chaput-Rolland l'a deviné) c'est uniquement pour rendre son dédain plus efficace que la moitié de notre équipe consacre au travail syndical le meilleur de sa vie. Notre sadisme est tel qu'il ne nous suffit plus de mépriser à distance, comme tout le monde...

Nous ne lisons pas non plus sans émotion le passage où Mme Chaput-Rolland, dans un esprit de "simple fraternité", nous montre "empressés à réussir nos carrières sur le dos d'hommes dont nous ne partagerons jamais la vie dure et besogneuse". Il n'en faut pas d'avantage pour nous décider enfin à écouter la voix de notre conscience jusqu'ici étouffée par l'orgueil. Oui, nous irons désormais pratiquer le droit rue St-Jacques; nous nous occuperons tranquillement d'arrondir un pécule; nous suivrons à la trace ceux de nos politiciens qui ne s'embarrassent pas de "principes livresques". Car, nous le comprenons soudain, c'est ainsi que nous finirons par "connaître vraiment et de très près les ouvriers" et non pas en épousant follement le parti des faibles.

Pouvons-nous espérer, grâce à ces bonnes résolutions, obtenir éventuellement "une plus juste répartition des valeurs tant financières qu'humaines"? C'est la seule préoccupation qui nous reste.

Pour finir, une mise en garde à nos lecteurs: si certains termes de Mme Chaput-Rolland (et tout spécialement cette "juste répartition") leur semblent obscurs, qu'ils n'aillent pas légèrement accuser le style de notre correspondante; seul le ton "pédant et hermétique" de **Cité libre** doit être tenu responsable; il leur aura faussé l'entendement.

Qu'on lise donc le texte de Mme Chaput-Rolland avec beaucoup d'humilité et qu'on ait le courage de reconnaître ses fautes.

Ainsi, nous-mêmes, après avoir trouvé anormal qu'on nous imputât un propos de M. Victor Barbeau, un homme qui s'éva-

nouirait d'horreur à la seule pensée de signer un texte dans **Cité libre,** nous reconnaissons enfin la justice du procédé et passons nos nuits à parcourir l'oeuvre de ce linguiste afin de mieux connaître toutes les opinions dont nous sommes coupables sans le savoir.

Enfin, nous savons désormais pourquoi nous n'arrivons pas à découvrir dans la revue **Points de Vue** la solution aux problèmes de notre "terre québecoise":

C'est que nous sommes coupés des masses.

G. PELLETIER

Livres et revues

"Le Canada français entre le passé et l'avenir"

Je crois que c'est une pensée chère à monsieur Joseph Folliet que les relations France-Canada avant de se nouer à Paris devraient passer par Lyon et quelques autres grandes villes de province. Idée raisonnable. Idée généreuse aussi, comme il en vient tant pour notre pays à Joseph Folliet, "devenu presque Canadien par adoption". S'il était dans nos habitudes de décerner des titres de Citoyen d'Honneur de nos capitales, Joseph Folliet en mériterait un d'emblée.

On ne s'étonnera donc pas que la grande revue lyonnaise ait consacré tout un numéro (**Chronique Sociale de France,** 15 sept. 1957) au "Canada français entre le passé et l'avenir" et qu'elle ait fait appel pour l'établissement de ce numéro à de nombreux Canadiens. Un numéro costaud, qui fait le poids, comme on dit dans les milieux de l'édition.

Il nous est difficile de mesurer exactement ce qu'on appelle l'ignorance des Français au sujet du Canada. J'ai quelquefois l'impression qu'elle est moins grande qu'on se plaît à l'imaginer ici. C'est seulement une impression. Un Canadien qui avait beaucoup circulé dans toute la France disait un jour: "Il n'y a pas beaucoup de Français qui n'aient pas rencontré "son Canadien" un jour ou l'autre. Soit avant la guerre, soit pendant la guerre, soit après la guerre." Et le peuple de Paris ne se trompe peut-être pas beaucoup qui met dans le même sac Américains et Canadiens,(1) confusion que tendent à accréditer le comportement typiquement yankee de 30 à 40 mille nouveaux riches qui vont chaque année promener leur hébétude dans les "vieux pays" (qui "font", comme ils disent, 17 pays en trois mois) et la façade anglaise des quelques maisons d'affaires et agences du Gouvernement canadien dans la capitale.

---

(1) Notre politique étrangère mise à part. Avouons que c'est énorme! La popularité de quelques-uns de nos hommes d'Etat en France, aux pires heures de la guerre froide, était, au moment où il m'a été donné de l'observer, quelque chose de stupéfiant, eu égard au chiffre de notre population.

Sur notre américanisation progressive, en tout cas, la **Chronique Sociale de France,** par la plume des Canadiens qui s'y expriment, est prodigue de précisions: "Nulle part, la misère n'est apparente, partout un confort tout à fait "made in U.S.A." crève les yeux." (Roland Parenteau). Plus loin: "On serait même tenté de dire qu'aucune frontière "économique" n'existe entre le Québec et les Etats-Unis, tant les échanges de produits, de capitaux et de techniciens sont considérables et faciles, et cela en dépit des tarifs douaniers" (p. 427). Beaucoup plus grave et non moins éloquent est le fait "qu'ils (les Canadiens français) se nourrissent l'esprit de littérature anglaise, adoptent progressivement les modes de vie américains, même dans les milieux ruraux... Une grande partie, sinon la majorité des manuels utilisés à l'échelon supérieur sont de langue anglaise".

Au Français qui pourrait encore l'ignorer Folliet rappellera, de son côté, que le "Canada est en Amérique" et qu'il est encore indispensable en 1957 de conseiller au Canadien de ne pas trop se récrier sur "l'immoralité française": "Ne croyez pas que vous connaissez la France si vous n'avez vu que le Paris spécial réservé aux touristes, le Paris qui s'amuse, le "Gay Paree", le **Paris by night,** ou le Côte d'Azur, ces deux aimants de la limaille touristique... N'oubliez pas que la famille française est aujourd'hui l'une des plus solides en Europe".

Il appartenait à M. Claude Ryan, que l'habitude acquise d'un exercice très froid de la raison désigne à l'analyse des réalités fluides et passablement explosives, de suivre, pour le bénéfice des lecteurs de la **Chronique,** l'évolution spirituelle du Canada français. Ryan a donné un texte remarquable.

J'ai parlé d'exercice très froid de la raison, c'est plutôt l'incision du scalpel que ses méthodes de dissection évoquent. M. Ryan en joue fort adroitement, avec autorité, avec cette sorte de bonne humeur à moitié rassurante qu'ont les médecins au chevet de grands malades auxquels ils conseillent un remède souverain mais désagréable.

Son article appellerait pourtant quelques éclaircissements. Lorsqu'il parle d'un vaste mouvement d'universalisation, par exemple. Il est indispensable ici de le citer longuement au texte: "Ce mouvement d'universalisation paraît être le trait le plus profond, le plus agissant, le plus chargé d'avenir de tous ceux qui marquent actuellement l'existence canadienne-française. Il semble connaître deux mouvements principaux. Le premier, c'est une sorte d'universalisation par en bas: le Canadien français réalise soudain, contrairement à ce que lui ont longtemps dit ses rhéteurs qu'il n'est pas l'être le plus heureux du monde; le cinéma américain, la presse populaire, la réclame commer-

ciale, la radio et la télévision lui ouvrent des horizons de confort, d'euphorie sociale et économique le mettant sur le même niveau que les êtres réputés les plus heureux de la terre, en l'occurence les vedettes d'Hollywood et les bourgeois américains. Il s'y abandonne à corps perdu, sans esprit critique, sans autre préparation que celle d'une infériorité de vieille date cherchant à s'oublier une fois pour toutes; à cela s'ajoutent les contacts de plus en plus nombreux avec des personnes et des institutions de cultures différentes sur le plan du travail, dans les services militaires, par les voyages, etc...

Le deuxième courant paraît être d'universalisation en profondeur, c'est-à-dire d'insertion délibérée dans la culture universelle de l'humanité; depuis quinze ans, il se lève toute une génération de chercheurs, d'éducateurs, de prêtres et d'hommes d'action que les vues souvent "a priori" des générations précédentes ne satisfont plus; ces hommes nouveaux ont, pour plusieurs, complété leurs études dans les meilleures Universités canadiennes et étrangères; d'autres ont milité dans des mouvements sociaux ou spirituels ayant de vastes ramifications internationales; ils parlent au moins une langue étrangère à leur langue maternelle et reçoivent régulièrement des publications de divers pays. Ces hommes nouveaux réalisent qu'à bien des égards, le Canada français manque de l'équipement culturel, économique et social nécessaire à une existence adulte; ils sont résolus à examiner les problèmes dans leurs données objectives et à y chercher des solutions tenant compte de l'expérience des autres pays et des autres continents."

Je m'étonne que Ryan, qui est un sociologue averti, parle "d'universalisation par en bas" quand, en fait, il s'agit d'atomisation de la société, au sens où l'entendent les sociologues américains, qui ont pu observer le phénomène de la brisure des noyaux traditionnels jusque dans le milieu paroissial. Souci de correction linguistique? Peut-être. (Mais M. Gabriel Marcel emploie le mot dans le numéro du 13 novembre de l'hebdomadaire **ARTS**) Cette atomisation (ou cette universalisation par en bas) est une anti-valeur, et correspond chez nous aux aspects les moins spirituels de l'américanisation. L'universalisation par en haut au contraire, qui paraît être surtout le fait des élites, peut être une valeur. Encore qu'ici quelques réserves s'imposent. J'ai souvent l'impression qu'une fraction importante des nouvelles générations intellectuelles, de celles qui ont fait tous les métiers, visité toutes les capitales du monde, lu tous les livres, qui parlent deux ou trois langues, qui ont toutes les patries et qui n'en ont aucune, j'ai l'impression que ceux-là sont plus souvent des nomades de l'esprit et de la culture que d'authentiques univer-

sels. Il n'y a pas d'universalisation véritable sans un enracinement profond dans le sol natal, sans assomption du milieu, sans intégration au milieu, sans service du milieu sous une forme ou sous une autre. Or, il faut bien reconnaître que beaucoup d'intellectuels canadiens-français, beaucoup d'artistes aussi, sont des "émigrés de l'intérieur". Condition qu'ils n'ont d'ailleurs pas recherchée, qui leur a été plus ou moins imposée. Leur appartenance au milieu est conditionnée au jour le jour et paraît perpétuellement remise en question. A la limite, ils se reconnaîtront canadiens-français parce qu'ils ne peuvent pas prétendre être zoulous. Snobisme? Le snobisme est le fait des sots. L'explication serait rassurante si tous ces intellectuels étaient des sots. Ces éléments, souvent riches, sombreront dans l'anarchie la plus totale, si notre société n'arrive pas à les intégrer sans leur imposer de se nier eux-mêmes. La pensée canadienne comme telle d'autre part, ne pourra prétendre interpréter l'Europe et l'Amérique, fédérer en quelque sorte toutes les influences, jouer le rôle de carrefour ou de plaque tournante sans une connaissance approfondie et de l'Europe et de l'Amérique (et singulièrement de la France avec laquelle nous sommes en communication naturelle par la langue), sans une assimilation lente et progressive, sans une pratique très longue, coupée d'étapes nombreuses, de tous les éléments qui distinguent et unissent le continent américain et le continent européen. Il faut avouer que nous sommes bien loin du compte. Le rôle de "carrefour des nations" que voudraient nous voir jouer des étrangers complaisants et des Canadiens présomptueux me paraît, dans les conditions actuelles, appartenir au domaine des chimères.

Que dit encore Ryan sur l'évolution spirituelle des Canadiens français? "De Maistre, de Bonald, Veuillot, furent jusque dans les années 1830, les auteurs les plus fréquemment conseillés aux jeunes générations." (p. 448). Jusqu'à 1830? C'est sans doute 1930 qu'il faut lire ici.

D'une façon générale, la perspective historique dans l'étude de Ryan est un peu courte. Il est vrai qu'un numéro spécial de revue n'est pas une somme et qu'on ne saurait attendre d'un article qu'il éclaire tous les contours historiques et sociologiques d'une réalité.

On aurait souhaité que Ryan caractérisât avec plus de précision l'Eglise canadienne. "Elle a conservé depuis sa naissance un attachement indéfectible à Rome" écrit-il à la page 446. Mais l'Eglise de France aussi a "conservé depuis sa naissance un attachement indéfectible à Rome"! Elle a même reçu de nombreux gages d'authenticité sous forme de canonisations que nous sommes encore à attendre. "L'Eglise canadienne commença

sur les traces de l'Eglise de France, dans la ferveur religieuse qui suivit, aux XVIe et XVIIe siècles, le Concile de Trente." Rigoureusement exact. Mais cette affirmation ne rendra pas compte, dans la suite de l'article, de la progressive identification de l'Eglise et de la nation. Cette quasi-parfaite identification n'a jamais existé, loin de là, sous le régime français. Elle n'a peut-être jamais existé à ce degré en France, même sous la Royauté. De cette identification de l'Eglise et de la nation Ryan parle effectivement quand, à propos de "catholicisme sociologique", il met dans la bouche d'un interlocuteur européen ces paroles: "Il ne reste plus, dans le monde, que quatre pays "catholiques" au sens sociologique du terme: ce sont l'Espagne, l'Irlande, le canton de Fribourg et... la province de Québec." Mais c'est pour rétorquer: "Cette affirmation était un peu simpliste et disposait rapidement de pays comme le Portugal et l'Italie". Et l'Amérique du Sud alors? Je suppose que l'affirmation cesserait d'être simpliste, si, au lieu d'énumérer, on généralisait: Il ne reste plus, dans le monde, comme pays catholiques, au sens sociologique du terme, que les pays qui manifestent une violente propension à se donner des **appareils politiques extrêmement forts?**

Je ferais amicalement à Roland Parenteau le même reproche. Chez lui aussi la perspective historique est un peu courte. Après avoir dressé un tableau sombre mais nullement pessimiste de notre situation économique, il se demande ce que sera l'avenir: "Ce qui est certain, c'est que si un jour le peuple canadien-français finissait par être assimilé dans une nation pan-canadienne, la chose aura été grandement facilitée par son incapacité de se donner des structures économiques autonomes. La chose eût pu être possible il y a un siècle, dans des conditions plus favorables".

Comment et dans quelles conditions plus favorables la chose eût-elle pu être possible? Voilà ce qu'on aimerait savoir, voilà ce que des lecteurs français auraient eu intérêt à connaître. Quelque temps avant sa mort, Jacques Perrault, au cours d'une intervention sur les problèmes politiques du Québec, rappelait que le Premier Ministre Chapleau, au début du siècle, avait prévu l'immense développement industriel qu'allait connaître le Québec, et qu'il avait caressé le rêve d'importer en masse des capitaux français afin que cette industrialisation se fît dans un style conforme à notre nature. Pourquoi et comment ce rêve, qui fut plus qu'un rêve mais une tentative, a-t-il échoué? Voilà ce qu'il importerait de connaître. Parce que cet échec est la pierre d'achoppement sur laquelle a buté ultimement l'idéologie nationaliste canadienne-française, parce qu'il est la faille dans le système qui devait amener, 50 ans plus tard, son éclatement.

Que cette remarque que je fais ici en courant ne détourne personne d'une lecture attentive de l'article de Parenteau. C'est une pièce solide.

Jacques Henripin. Il analyse "les Canadiens français et leurs institutions". Il s'affirme une fois de plus comme l'un des plus brillants et des plus prometteurs sociologues de sa génération.

Comment éviter, dans une revue de revue, de tomber dans la tentation vaine et frivole de dresser un palmarès et de décerner des 90% ou des 30% comme sur des copies d'élèves? C'est la question que je me pose devant l'article de Fernand Jolicoeur. Celui-ci, dans une langue qu'on souhaiterait quelquefois plus claire, analyse les problèmes ouvriers du Québec. C'était l'article le plus difficile et le plus important du numéro. Jolicoeur s'en tire honorablement, mais, une fois de plus, il faut bien constater que personne ne pèche par excès d'autocritique dans les rangs de la C.T.C.C. Un mouvement nécessaire et menacé comme le mouvement ouvrier dans la province de Québec doit se montrer d'une rigueur de doctrine impitoyable. Sur l'apolitisme des syndicats, (p. 439) en particulier, je doute beaucoup que Jolicoeur réussisse à convaincre les syndicalistes européens à qui une longue et douloureuse expérience a enseigné qu'on ne peut pas ne pas contrer de toutes ses forces les formations politiques qui recherchent systématiquement l'anéantissement du syndicalisme ouvrier.

J'ai réservé pour la fin l'article de M. Pierre de Grandpré, intitulé "Français et Canadiens français", à la fois parce que M. de Grandpré a écrit quelques-unes des plus belles pages de ce numéro consacré au Canada, et parce qu'il s'en prend à la revue **Cité libre.**

Les paragraphes qui nous intéressent ne sont pas malheureusement les plus clairs de son article. Après s'en être pris à Pierre Vadeboncoeur, qui aurait pourfendu la "fidélité française" et dénoncé "une entreprise historique obstinée et condamnée"; après avoir écrit que Pierre Trudeau en évaluant la doctrine sociale de l'Eglise canadienne visait les Semaines Sociales de France, M. de Grandpré, croirait-on, se prépare à conclure:

"Au fond, écrit-il — **quand on va au fond des choses c'est qu'on va conclure** — cette intelligentsia continue d'incarner chez nous ce que les Américains ont appelé "l'esprit de la frontière", cet instant vital tragique et lui aussi originaire parmi nous, qui consiste à se détourner des séductions, des supériorités réelles de l'Europe, pour construire du neuf... A force de voir des rêveurs mettre l'accent, dans l'appellation de "Canadien fran-

çais" sur l'épithète "français", d'ailleurs vidée de son sens le plus actuel, ces évolutionnistes et progressistes en sont venus à mettre l'accent sur le mot "Canadien", équivalent d'Américain dans la perspective qui est ici la nôtre".

Mais "au fond", M. de Grandpré ne conclut pas du tout, puisqu'il se reprend au paragraphe suivant:

"En réalité, ces penseurs sociologiques à mentalité pragmatique, qui s'en prenent à notre "monolithisme idéologique" et prêchent le renouvellement, l'autonomie et la liberté de la pensée et de la recherche, n'ont pas pour la plupart, pris parti sur les problèmes de la survivance française et catholique qui envahissaient traditionnellement tout le champ de la réflexion..."

Mais de nouveau "au fond": "Au fond, je ne pense réellement pas que soient nombreux parmi nous ceux qui ne se veulent que "sociaux", "humanitaires", et qui se désintéressent absolument de la question de l'avenir de notre peuple comme entité française originale".

Au fond, quoi?

Il serait trop facile de répondre à M. de Grandpré qu'on pourrait aussi légitimement soutenir que les "évolutionnistes et progressistes" qui en sont venus à "mettre l'accent sur le mot "Canadien", équivalent d'Américain dans la perspective qui est ici la nôtre", sont domiciliés rue Notre-Dame. Pour la surenchère au nationalisme "canadien", équivalent d'Américain, nous ne sommes même pas dans la course. C'est bien d'ailleurs ce qu'on nous reproche avec le plus d'insistance.

Mais le débat, si débat il y a, doit se situer sur un tout autre plan. La vérité, c'est que la notion même de "fait français", telle qu'appliquée communément à la province de Québec, nous paraît être, à l'heure des fusées interplanétaires, une notion inutilisable. Qu'il y ait eu ici un "fait français", que ce fait n'ait pas été sans grandeur, nous sommes tout prêts à l'admettre. Mais ce fait français a été littéralement et sans jeu de mots défait en 1760, il y a deux siècles. De ce fait il est resté des résidus, des souvenirs ("Je me souviens") et un culte des morts.

On ne peut pas réveiller les morts, mais peut-on rajeunir les souvenirs? Comment? Nous n'avons pas de réponse à cette question. Nous pensons seulement qu'avant de répondre dans un sens ou dans l'autre il faudrait pouvoir évaluer les réalités suivantes dont quelques-unes apparaissent contradictoires:

1) la poussée profonde, plus instinctive que raisonnée, d'autonomie et d'indépendance de la province de Québec à l'égard de tout Gouvernement qu'elle ne se serait pas donné elle-même librement;

2) l'atrophie des organes d'Etat dans le Québec qui fait que cette province ne peut pas par ses **seules forces** peupler, développer et équiper son immense territoire;
3) l'extrême réserve, pour ne pas dire l'hostilité systématique de l'Eglise du Québec à l'égard de la République Française, réserve qui s'étend rétrospectivement, au régime régissant les rapports de l'Eglise et de l'Etat sous la royauté (2);
4) l'échec presque absolu de l'immigration française au Canada, alors que le pays se peuple d'Italiens (80,000 à Montréal seulement), d'Allemands, de Hongrois et de 12 autres nationalités;
5) la pesée quotidienne d'un bloc de 170,000,000 d'Américains sur 4 millions de citoyens Canadiens français;
6) l'absence voulue ou simplement constatée du haut enseignement universitaire français (M. Gilson n'enseigne pas à Montréal mais à Toronto; M. Maritain est à Princeton);
7) l'absence de la technique et du grand capitalisme français dans les entreprises de développement et d'équipement du territoire: l'Ungava à Krupp, le métro de Montréal à des ingénieurs américains;
8) les intérêts de la France dans 20 autres pays du monde (l'Amérique du Sud achète presque autant de livres français que la province de Québec); obnubilés par les événements de 1789, nous oublions trop souvent que la **France est aussi un pays extrêmement conservateur;**
9) nous ne connaissons pas la France; nous connaissons mal les Français.

Si c'est se montrer "pragmatique" que de reconnaître de tels faits, nous sommes pragmatiques.

Il nous paraît plus utile de retenir qu'en 1960 la compagnie **Air France** fera la liaison Montréal-Paris en six heures (soit le temps de la liaison Montréal-Toronto par train) que de nous demander avec larmes ce que nous avons bien pu faire au Bon Dieu pour que l' "ingrate" nous abandonnât si cruellement en 1760...

Gérard Lemieux, infatigable animateur, qui avez pris une part très large à l'établissement de ce numéro de la **CHRONIQUE,** et vous, Joseph Folliet, il faut nous revenir avec d'autres articles dans quelques années.

Guy CORMIER

---

(2) "Les évêques furent donc relativement libres de la nomination de leurs curés, sous le régime français, et, chose paradoxale, mais facilement explicable, ils le furent plus encore sous le régime anglais."

Monsieur l'abbé Honorius Provost, **Société Canadienne de l'Histoire de l'Eglise,** 1948.

Le coup de bambou

La littérature canadienne-française, comme chacun sait, n'a pas la vie facile. Les écrivains écrivent à peine, les éditeurs crient famine, et la critique se fait trop souvent au petit bonheur. Mais voici, vraiment, le coup de bambou: un manuel de littérature canadienne-française qui, s'il est adopté par nos collèges, risque d'enlever à toute une génération d'étudiants la tentation (pernicieuse en vérité) d'ouvrir un livre canadien.

L'indigeste bouquin du Père Samuel Baillargeon, c.ss.r., "Littérature canadienne-française" (1), nous ferait regretter, s'il était possible, le manuel de Mgr Camille Roy. Le bon Monseigneur était ennuyeux, certes, et pontifiant, et exagérément bénisseur; mais il savait écrire, et il montrait, à l'égard des auteurs, une politesse d'homme du monde. Le Père Baillargeon semble tout ignorer de l'art d'écrire et de l'art de vivre. Il rédige à la va-comme-je-te-pousse, en défricheur, les manches retroussées. Une fois embarqué, il ne sait plus où il va, il accumule, il se répète; peu importe que les mots aient un sens, il suffit qu'ils soient nombreux. Nérée Beauchemin est "un tendre artiste", et Alfred Garneau, "un artiste distant". Gérin-Lajoie, "un auteur sérieux". Albert Ferland, "un artiste qui prend son rôle au sérieux". Louis Dantin, "un tendre artiste" (cf. supra). Le Frère Marie-Victorin, "un styliste exubérant". Henri d'Arles, "un styliste dilettante". Alain Grandbois, "un voyageur insatisfait". Ringuet, "un esprit exclusif" (eh! oui...). René Chopin, "avant tout un coeur" (des jambes aussi, peut-être?). Jeanne L'Archevêque-Duguay, "une bonne maman de chez nous".

Nous en apprenons, des choses!...

Nous n'avons pas fini d'en apprendre. Le Père Baillargeon s'est particulièrement inquiété de la forme pédagogique de son manuel. Il faut que tout soit bien clair, n'est-ce pas, pour que nos élèves soient vite au fait. Alors, divisons, ne ménageons pas les a-b-c et les 1-2-3. Voyons, par exemple, les "principes de composition" de l'oeuvre de François-Xavier Garneau: "a) patriotisme; b) influences voltairienne et libérale". N'est-ce pas tout à fait clair? Chez Alfred Desrochers, la "psychologie du travail manuel" est ainsi définie: "a) tension musculaire; b) ardeurs passionnées; c) mystique populaire". En fait de psychologie, nous voilà servis! Le Père Baillargeon ne néglige jamais la psychologie, non plus d'ailleurs que la biographie. C'est qu'il croit fort, cet homme, à l'influence de la vie sur l'oeuvre. Apprenez de lui "ce qu'il faut savoir de Madame Guèvremont pour goûter ses romans: a) elle est de la famille des Grignon; b) elle vit à Sorel". Si vous ignorez ça, n'allez pas lire **Le Survenant,** petits malheureux, vous n'y comprendriez goutte!

Le penchant de l'auteur à la psychologie et la biographie nous vaut des morceaux de choix. Je vous recommande le **c)** de la "Vie de Lemelin", intitulé "L'infirme aux béquilles": "Il envoie son manuscrit à l'éditeur et se soumet à l'opération. Un an après, il abandonnait ses béquilles..." Ou le récit de la "crise de découragement"

---

(1) Chez Fides, 460 pages, beau papier, photographies et dessins nombreux, couverture solide. Prix: $6.50

d'Yves Thériault, "homme violent, mais franc": "Il entre, déprimé, au sanatorium du Lac Edouard. Il a le temps de refaire son moral avant de se lancer obstinément à la poursuite de son rêve: devenir un artiste de la radio." Ma foi, c'est le Père Baillargeon qui devrait devenir "un artiste de la radio". Il a la manière, et le style. De Gérin-Lajoie, qui "dépouille sauvagement sa phrase de toute artifice littéraire", aux "animalcules" et "microbes authentiques" de la jeune poésie, je vous assure que ça barde et que ça palpite, grâce à lui, dans nos lettres. J'ignorais tout, quant à moi, du "complexe de raidissement" de Rosaire Dion-Lévesque. Le "grand lyrisme fluide et langoureux", l'"érotisme sentimental" de Gonzague Desaulniers me font rêver: je relirai ses poèmes. Mais le Père Baillargeon devra m'expliquer comme Anne Hébert arrive à "se déplie(r) sur elle-même". Là, je suis dépassé.

Si ce manuel était un ouvrage sérieux, on pourrait lui faire des reproches sérieux. Demander, par exemple, ce que viennent faire Hippolyte Lafontaine, "un chef éclairé", Wilfrid Laurier, "The Silver Tongue" (**of course**), Adolphe Chapleau, "un orateur à effet", et Armand La Vergne, "une idole de la jeunesse", dans une histoire des lettres canadiennes-françaises. S'étonner que Jovette Bernier, Medjé Vézina, Berthelot Brunet, Victor Barbeau, René Garneau, entre plusieurs autres, n'y soient même pas nommés. Que les écrits spirituels de Marie de l'Incarnation soient "délibérément écartés" (2). Que Gratien Gélinas ait droit à six pages, Félix Leclerc à quatre, et André Langevin à deux courts paragraphes seulement. Et coetera...

Mais abandonnons ce "mauvais devoir de mauvais rhétoricien" (Victor Barbeau **dixit**) aux amateurs de joyeusetés littéraires. L'affaire a son côté grave. Que le Père Baillargeon ait entrepris un ouvrage qui dépasse ses forces, c'est un malheur. Mais que son livre ait trouvé un éditeur, c'est un scandale. La maison Fides a fait preuve, en publiant ce manuel, ou d'une ignorance, ou d'une complaisance, également stupéfiantes. On n'a pas le droit de contribuer ainsi à l'abêtissement d'une population.

Gilles MARCOTTE

Alain Grandbois

La poésie d'Alain Grandbois n'entre pas facilement dans nos habitudes. Le langage même dont elle use, le concert d'images qu'elle met en oeuvre, donnent naissance à un monde auquel rien ne nous avait préparés. Chez Saint-Denys-Garneau, chez Anne Hébert, c'est d'abord une **voix** qui nous accueille; nous nous mettons à l'écoute, il s'agit d'accorder notre attention, notre rythme intérieur, aux moindres inflexions de cette voix. Mais la poésie d'Alain Grandbois ne

---

(2) L'auteur s'explique: "La psychologie mystique dépasse tellement l'entendement, qu'il est difficile de la bien goûter."

s'écoute pas; elle **emporte.** Aussitôt livrée, la confidence éclate, la parole se projette parmi les éléments, et c'est dans une clameur universelle que se révèle et s'accomplit la passion de l'homme. Aussi bien les amateurs de psychologie et de métaphysique élémentaires n'y trouvent-ils pas leur bien. Réduite à ses données intellectuelles et sentimentales immédiates, la poésie d'Alain Grandbois n'offre plus guère d'intérêt. Sa vertu réside dans l'éclatement; sa vertu, et son sens. Toujours reprise, indéfiniment recommencée, l'aventure sentimentale, avec ses joies brèves, son perpétuel mensonge. Et de ce mensonge, aussitôt, la montée fulgurante d'un "Chant des Absolus"— musique des mondes et des temps perdus, qui proclame l'insuffisance de l'univers à combler certaine faim.

Depuis "Les Iles de la nuit" la poésie d'Alain Grandbois a évolué, mais sans cesser d'être fascinée par les mêmes tentations, les mêmes puissantes et riches matières. Nous ouvrons son dernier recueil, "L'Etoile pourpre" (1), et nous sommes emportés par le même mouvement:

Mais sous les pins obscurs déjà
Au creux des cathédrales détruites
Parmi le chaos des pierres tombales
Parmi la ténèbre et les dernières calcinations
Soudain...

Un chant qui monte et s'amplifie démesurément; une passion qui court à l'incandescence absolue... Nous ne sommes pas loin, semble-t-il, des "Iles de la nuit". Pourtant, il s'est passé quelque chose. "Rivages de l'homme" avait apporté une douceur nouvelle: l'aveu d'un passé très lointain, voué aux sortilèges de l'eau, et qui ne pesait pas moins lourd que les durs éclats de la révolte. Maintenant, c'est l'heure, non pas du doute— cette poésie, par la violence même de son mouvement, s'interdit le doute —, non pas de la résignation, mais du résumé et de la reprise. Tout est redit, tout est tenté de nouveau, mais la conclusion échappe désormais à la pure magie du rêve. L'alliance de la mort et de la gloire, de la mort et de la pureté, a perdu son efficace de suprême exorcisme. Le "grand silence inexorable" dans lequel se perdait le poète de "Rivages de l'homme" devient ici une épouvante plus secrète, un étouffement plus intime. Le cristal ne sert plus seulement à magnifier le rêve. Il renvoie une image:

Le cristal me renvoie
L'étonnante image
De l'étranger que je suis
Des mains invisibles
Tressent de fausses couronnes
Aux cortèges de mes nuits.

Il faut tenter de s'expliquer avec la vie. Comprendre, et se faire comprendre:

Ils disent que nous nions Dieu
Alors que nous ne cherchons que Dieu
Que Lui seul Lui.

Le poème dévoile un arrière-fond de sourde inquiétude, où se noue le contrepoint équivoque de l'innocence et de la condamnation, de l'orgueil et de l'acceptation, du désir et de la satiété. Remontent les souvenirs des amours passées, vieillies; et remontent surtout les souvenirs d'enfance, plus impérieux et plus tendres que jamais. Li-

---

(1) Editions de l'Hexagone, Montréal.

sez, dans "L'Etoile pourpre", le poème intitulé "L'enfance oubliée"; puis, dans "Rivages de l'homme", "Chrysalide". Les deux poèmes sont presque identiques, c'est la même suite d'images. Mais les nuances, de l'un à l'autre, sont significatives. Dans "Chrysalide":

Elle voyait alors
Sous ses paupières fermées
Le triomphe insensé
Des grands archanges de neige.

Dans "L'enfance oubliée":

Et je voyais parfois
Sous mes paupières
Le grand triomphe extraordinaire
Des archanges de neige tendre.

Une certaine raideur est disparue, pour faire place à un lent et doux émerveillement. Mais surtout, le **je.** "L'enfance oubliée" porte au compte du poète ce que "Chrysalide" attribuait à l'**autre.** Ainsi, à la fin du poème, le vers: "Qui ne jouait que pour elle", devient: "Qui ne jouait pour personne". "Personne", c'est encore le **je.**

Ces nuances définissent assez exactement, il me semble, le glissement qui s'est opéré, de "Rivages de l'homme" à "L'Etoile pourpre". La poésie a rejoint le poète, et les jeux de "la terrible évasion" ne se jouent plus toujours sans lassitude. Parfois la vision se brouille, les images contraires se juxtaposent abruptement, le mouvement n'arive pas à se libérer. Mais ces quelques faiblesses ne sont peut-être que la rançon de l'accès à un nouvel ordre de conscience, où le coeur avoue et **critique** les pouvoirs du rêve. La poésie d'Alain Grandbois nous apparait menacée — et par là même elle se prouve vivante. La poésie, elle aussi, vit de risques.

Nous plongeons à la mort du monde
Nous plongeons à la naissance du monde,

dit le poète, et ces vers terminent un poème, "Noces", qui compte parmi les plus beaux de l'oeuvre de Grandbois, et de toute la littérature canadienne-française.

Gilles MARCOTTE

Cinéma

Un condamné à mort s'est échappé

ou

Le vent souffle où il veut

On connait les conceptions rigoureuses de Bresson sur l'art du cinéaste. Tout ce qui peut ressembler à l'illustration d'un conte lui fait horreur. Chaque oeuvre, car c'est bien de cela qu'il s'agit, est un monument qui doit défier le Temps, et dont rien ne doit venir mar-

quer la face par quelque élément trop particulier. D'où il suit que l'acteur, qui existe par tous ses tics, lui est en abomination. Il défigure l'oeuvre. C'est pourquoi Bresson dit que parmi les acteurs professionnels seul Henry Fonda trouverait grâce à ses yeux.

L'oeuvre qui nous est proposée porte deux titres et l'un vaut l'autre. Ces deux titres sont interchangeables et représentent une gageure. Un des titres nous annonce le dénouement et supprime l'attente de l'inconnu qui fait le charme usuel des "suspenses". L'autre titre servirait tout aussi bien d'introduction à un traité sur la vie spirituelle.

Il ne s'agit donc plus d'une histoire particulière à la manière des reconstitutions historiques et dramatiques. Bresson veut que chaque spectateur vive un drame intérieur. Et voilà pourquoi il faut que rien ne vienne s'interposer entre l'oeuvre et ce qu'elle exige du spetateur. De ce point de vue cette oeuvre est pour le spectateur comme une retraite spirituelle où les conventions dramatiques deviennent les règles du progrès spirituel du spectateur. C'est là l'intention explicite de l'auteur.

Comment y arrive-t-il? Un aspect sur lequel peu de choses ont été dites c'est que l'oeuvre se déroule d'après une règle précise où constamment les événements les plus infimes viennent soutenir le courage du prisonnier lorsque les hommes lui manquent. Les hommes viennent le soutenir lorsque les événements lui manquent. C'est ici que se trouvent liés de façon inextricable hommes et événements comme dans l'itinéraire de chaque vie. Ce qui est laissé à chacun c'est un destin particulier où il suffit de résolution pour que hommes et événements s'illuminent d'un jour nouveau.

Voyez comment cela est fait.

Premier temps: Un prisonnier tente de s'échapper, essayant de profiter d'une chance. Il échoue, on le bat et il est enfermé dans une prison.

Deuxième temps: Sa mort est votée. Il ne lui reste d'autre issue que de s'évader. Un camarade échoue dans cette tentative. Son échec est cependant utile au prisonnier.

Troisième temps: Par une série de travaux et de décisions infimes, le prisonnier construit littéralement le chemin de sa liberté. Chaque pas n'est fait qu'au prix d'immenses efforts et la poussée en avant n'est faite que parce qu'il n'y a plus d'autres choix. Chaque décision devient donc un acte grave où la vie se joue sans arrêt. La résolution l'emporte sur les obstacles.

Réduire en ces trois temps le film ne fait pas justice à l'immense labeur que représente cette composition abstraite où tous les gestes pour anonymes qu'ils soient, deviennent terriblement prenants.

Un résultat certain est obtenu: nous sommes peu à peu tirés hors de l'usuel; une cuiller devient un outil, une parole devient un risque de mort, le silence d'un voisin de cellule une source de désespoir, un texte évangélique une source de courage, l'acte de fermer une porte une présence continuelle d'esprit. Les exemples pourraient être multipliés. Ce sont tous ces détails qu sont composés, ai-je dit, de façon abstraite. Rien n'illustrerait mieux cette affirmation qu'un rapide examen de l'usage du bruit et des événements que le bruit annonce.

Signalons deux moments particuliers: le bruit inconnu qui accueille les deux évadés au sortir de la prison, on ne peut deviner si c'est un bruit indifférent, inquiétant ou simplement propice. Un autre

moment, la mort (non aperçue) du garde et le bruit d'un train au loin.

Le film, c'est cet arrangement longuement médité de bruits, de silences, de faces anonymes que peu à peu le drame rend identifiables à l'intérieur des règles de cet itinéraire. Les trois hommes qui marchent dans la cour sont-ils des amis ou des ennemis ou des indifférents? Nul moyen pour le spectateur de le deviner (Le "bon" acteur n'est pas là pour nous signaler par sa présence que ça y est et qu'on est en terrain connu).

La puissance de l'oeuvre viendrait de ce que pour chacun des spectateurs il est possible dans cet arrangement de retrouver non pas une histoire connue et cent fois visionnée, mais de parcourir un nouveau chemin et de devenir cet autre, ce condamné.

Fernand CADIEUX

Filmographie de Robert Bresson

Les Anges du péché (1943) Les Dames du Bois de Boulogne (1944) Le Journal d'un curé de campagne (1950) travail sur plusieurs projets de films dont une vie d'Ignace de Loyola en collaboration avec Julien Green; une adaptation de la Princesse de Clèves. Un quatrième film: Un condamné à mort s'est échappé ou Le Vent souffle où il veut (1956). Un film pour 1958, Lancelot du Lac.

Des quatre films de Robert Bresson, seul Les Dames du Bois de Boulogne, n'a pas été présenté à Montréal.

Voici quelques réflexions (1) de Robert Bresson sur son art, le cinéma.

1 — Le cinéma, un art.

Il doit (le cinéma) s'exprimer non par des images, mais par des rapports d'images, ce qui n'est pas du tout la même chose. A partir du moment où l'image vit, on fait du cinéma.

Le cinéma n'est pas un spectacle, c'est une écriture, une écriture par laquelle on essaye de s'exprimer avec d'horribles difficultés parce qu'il y a tant de choses entre vous-même et l'écran.

Il faut faire des films comme on écrit, c'est-à-dire avec des sentiments; ce qui est difficile dans le cinéma, c'est d'arriver à s'exprimer, à faire sentir ce que l'on sent, au lieu de faire une histoire un spectacle si vous voulez, bien ou mal composé.

2 — L'acteur.

Or, il y a des acteurs merveilleux que j'admire au théâtre. Croyez bien que cela me donne un tel mal de ne pas prendre d'acteurs, que ce n'est pas pour mon plaisir que je le fais. Mais je crois au langage très particulier du cinéma et je pense que, dès que l'on essaie de s'exprimer par la mimique, par les gestes, par des effets de voix, cela ne peut plus être du cinéma, cela devient du théâtre photographié.

Mais surtout, mon système permet, en se donnant beaucoup de mal, de trouver chez l'interprète, non pas une ressemblance physique et de le choisir parce qu'il est blond ou brun, grand ou petit, mais une ressemblance morale, si bien qu'à partir du moment où il prendra part au travail du film, il n'aura qu'à être lui-même.

---

(1) Propos de Robert Bresson, (sténographie d'une conférence de presse) CAHIERS du CINEMA, octobre 1957.

Dans un film, il faut avoir ce sentiment d'une découverte de l'homme, d'une découverte profonde. En tout cas, la donnée, c'est la nature, l'homme: ce n'est pas l'acteur.

3 — **Le public.**

Il s'agit de savoir ce qu'est le public. J'entends par public le vrai public, le gros public, tout le monde enfin; je crois beaucoup à la grande qualité de ce public, beaucoup plus subtil qu'on ne le pense. On peut le prendre par le bas, ce qu'on fait quelquefois, mais si on le prend par le haut, on le touche très fort.

4 — **Un Condamné à mort s'est échappé.**

Cela a été assez rapide. J'ai eu le temps d'y penser pendant six mois environ sans travailler; je crois que j'ai écrit le dialogue en deux mois et demi ou trois mois. J'ai eu une chance extraordinaire, parce que j'ai pu préparer le film et trouver tout le monde en deux mois et demi ou trois mois aussi, je ne me rappelle plus bien. J'ai tourné à peu près dans le même temps, c'est-à-dire deux mois et demi, et j'ai fait le montage en trois mois environ. C'est rapide pour moi.

F. C.

THE PAJAMA GAME, film américain 1957. Réalisation: Stanley Donen. Production: Donen et Geo. Abbott. Scénario: Abbott et Richard Bissell d'après leur comédie musicale. Musique et paroles de Richard Adler et Jerry Ross avec Doris Day, John Raitt, Carol Haney, Warner Color, Warner Brothers.

* * *

Stanley Donen, réalisateur de **The Pajama Game,** n'en est pas à ses premières armes dans le genre "comédie musicale". Dans sa jeunesse, il étudie la danse; à 16 ans, il réussit à persuader ses parents de le laisser aller tenter sa chance à New-York. Son premier engagement fut dans la comédie musicale qui lança Gene Kelly: **Pal Joey;** mais il était dans les choeurs et travaillait aussi comme avertisseur. Il devint bientôt assistant-chorégraphe de Gene Kelly et assistant-régisseur pour **Best Foot Fordward.** Il participa, en 1943, à l'adaptation cinématographique de cette comédie musicale à la Metro-Goldwyn-Mayer. En 1944, il passe à la Columbia où il assiste Kelly pour la chorégraphie de **The Cover Girl.** Il tourne quelques comédies sans importance pour cette même compagnie. C'est comme co-chorégraphe avec Kelly qu'il tourne **Anchors Aweigh** à la M.G.M.. Kelly étant parti dans la marine, il dirige seul les danses de **No Leave, No Love, Holiday in Mexico.** Après le retour de Kelly, ils règlent ensemble les danses de **Living in a Big Way, Take Me Out to the Ball Game.**

C'est seulement en 1949 qu'il réalise en compagnie de Kelly **On the Town.** Notons en passant que ce film est une des meilleures comédies musicales d'Hollywood. Une longue séquence utilise presqu'au complet la partition que Leonard Berstein avait écrite pour un ballet de la compagnie "Ballet Theatre": **Fancy Free.** Un autre numéro, "Miss Turnstiles", met en vedette le talent unique de la jeune danseuse Vera-Ellen; les danseurs Gene Kelly et Ann Miller faisaient aussi partie de la distribution.

Le premier film dont il eut l'entière responsabilité comme réalisateur fut **Royal Wedding** avec Fred Astaire. Suivent 2 comédies: **Love Is Better Than Ever** et **Fearless Fegan.** En 1952, il retrouve Kelly et réalise avec lui **Singing in the Rain** où le seul numéro "Broadway-Ballet" nécessita 8 semaines de répétitions; ce film eut un très grand succès commercial. Ensuite ce furent **Give A Girl a Break** (avec un

excellent couple de danseurs: Marge et Gower Champion; insuccès commercial complet). **Seven Brides for Seven Brothers** (chorégraphe Michael Kidd), **Deep in My Heart, It's Always Fair Weather** (avec en vedette Kelly, Kidd et Dan Dailey), **Funny Face** (avec Fred Astaire), **Kiss Them For Me.** Il tourne actuellement **Indiscreet** avec Ingrid Bergman et Cary Grant à Londres.

A mon avis, **The Pajama Game** est une innovation dans le domaine de la comédie musicale.

Parlant de la facture des comédies musicales dans son volume **The Film and the Public,** Roger Manvell écrit: "The form the "musicals" take, whether they derive from stage shows or wether they are devised especially for the film, alternate between the "rests" of plot dialogue and the key sequences of the musical "numbers"." En effet, un musical ne consiste-t-il pas en un nombre de "numéros", entrecoupés d'une intrigue bâtie tout exprès, semble-t-il, pour réunir ces numéros ensemble, intrigue dont la recette ne varie jamais? Et que comportent ces "numéros"? Des décors de dimensions colossales, de préférence de style rococo, une figuration immense vêtue de costumes où le clinquant le dispute à un érotisme douteux et que la couleur accentue, le tout créant des déploiements sans précédent et dont la réalisation, nous assure la publicité, a englouti des milliers de dollars.

Or **Pajama Game** renverse tous ces canons: Aucun décor fabuleux, des costumes très sobres, un scénario assez original et surtout: les "numéros" ne sont pas plaqués à une quelconque histoire; ils sont spontanés et c'est tout naturellement que les personnages se mettent à chanter ou danser. Cela vient du fait que tous les numéros sont en rapport direct avec l'intrigue.

Celle-ci, assez mince quand même, commence lorsqu'une manufacture de pyjama engage un nouveau chef du personnel (Jolen Raitt). Il ne tarde pas à devenir amoureux d'une employée (Doris Day) faisant partie du comité des griefs. Les ouvriers réclament une augmentation de .07½ cents, d'où difficultés dans les relations amoureuses entre le chef et Doris Day. Mais une concession réciproque du patron et des employés arrangera le tout.

Ceci posé, on reste à l'intérieur du sujet et les numéros auront pour décors l'usine (**Racing with the Clock** est un court ballet où l'habileté du montage, des mouvements de caméra et de la technique de l'accéléré, image et son, est à signaler. **I'm Not at All in Love, I'll Never Be Jealous Again** chanté et dansé par un couple d'artistes dont le sex-appeal n'est pas le principal attrait, **Hey, There** romance dont le réalisateur a atténué le côté sentimental), dans un parc où a lieu le pique-nique annuel de la Compagnie (ce numéro **Once-a-year Day,** surprend par un entrain, un dynamisme et un enthousiasme rarement égalés et par une chorégraphie des plus originales); dans la maison de Doris Day (**Small Talk,** et une parodie de chanson de cowboy dont on se souviendra longtemps: **There Once Was a Man);** aux locaux de **l'Amalgamated Shirt and Pajama Workers of America, Local 343, (Steam Heat)** et enfin dans un cabaret où se passe une scène de l'intrigue (**Hernando's Hideaway).**

Cette volonté de ne pas "faire des numéros pour des numéros", mais plutôt de rester dans le cadre de l'action confère à ce film un intérêt continu, ce qui est l'exception pour une comédie musicale: ordinairement le temps écoulé entre 2 numéros est un temps mort. Doris Day et John Raitt apportent une vitalité peu commune à leurs rôles et l'on sent qu'ils ont autant de plaisir à nous divertir que nous en avons à les regarder. En plus de ces deux vedettes, **Pajama**

Game nous révèle une fille épatante: Carol Haney dont on voudrait voir plus souvent la frimousse.

Il est assez intéressant de noter que le "musical" acquiert ce que l'on pourrait appeler une sorte de maturité. N'est-ce pas le première fois qu'un conflit ouvrier (syndical) est source de désaccord entre deux amoureux? L'exposition dans ce film en est peut-être encore gauche et souffre d'un certain grossissement simplificateur, mais elle est là.

A priori, un tel sujet ne donnait pas grand espoir pour une bonne comédie musicale. Mais quand on a du talent comme Richard Adler et Jerry Ross, on comprend pourquoi **The Pajama Game** fut donnée 1063 fois à Broadway. Et le film que Stanley Donen en a tiré aura encore plus de succès.

Jacques LAMOUREUX

Will success spoil Frank Tashlin?

WILL SUCCESS SPOIL ROCK HUNTER?, film américain, 1957, produit, écrit et réalisé par Frank Tashlin, d'après la pièce de Leo Axelrod, opérateur: Joe McDonald, avec Tony Randall, Jayne Mansfield, Betsy Drake, Joan Blondell. (20th Century Fox). Cinemascope. De Luxe Color.

Aux noms de Sennett, Chaplin ,Lubitsch et Capra il faut maintenant ajouter celui de Frank Tashlin. En effet **Artists and Models, The Lieutenant Wore Skirts, Hollywood or Bust, The Girl Can't Help It** et récemment **Will Success Spoil Rock Hunter?** ont confirmé le talent de ce nouveau maître de la "comédie américaine". Depuis 1940, la comédie américaine allait de décadence en décadence; une bonne comédie émergeait ici et là, mais on pouvait difficilement trouver un nom qui fût constant dans ce genre de films (George Cukor a tourné d'excellentes comédies dont **Adam's Rib, Born Yesterday, The Marrying Kind, It Should Happen to You** mais il ne se confine pas à ce seul genre.)

La carrière de Tashlin est toute axée sur la comédie: au tout début 1931 il dessine des "cartoons", puis des "comics-strips" (avec lesquels il nous a fait rire dans **Artists and Models**). Il devient bientôt gagman et scénariste de comédies (1941): **The Fuller Brush Man, Paleface, Miss Grant Takes Richmond, The Good Humor Man, The Lemon Drop Kid.** C'est en 1951 qu'il réalise sont premier film **First Time.** Toujours dans le genre comique il signe **Son of Paleface, Marry Me Again, Suzan Slept Here, Artist and Models, The Lieutenant Wore Skirts, Hollywood or Bust, The Girl Can't Help It, Will Success Spoil Rock Hunter?, Rally Around the Flag, Boys!** (pas encore en exploitation) et **Rock-A-By Baby** avec Jerry Lewis (1er tour de manivelle le 25 novembre dernier).

Après avoir caricaturé le "movie fan" (**Hollywood or Bust**), le rock'n'roll (**The Girl Can't Help It**), notons en passant que ce film contente tout le monde: à la fois les adeptes du rock'n'roll par une quinzaine de vedettes qui y prêtent leur concours, et à la fois les "non-adeptes" du R&R par la caricature que Tashlin en fait, Tashlin s'attaque maintenant à deux dieux made in USA: la TV et la publicité.

Rock Hunter (Tony Randall) écrit des commerciaux pour la TV. Il est bientôt congédié car ses annonces de rouge à lèvres "Stay Put" ne rapportent pas. Mais il est sauvé parce qu'une vedette de cinéma très populaire, Rita Marlowe, (Jayne Mansfield) accepte de poser pour la publicité du rouge à lèvres en question. Grâce à elle il devient un "success", passe près de perdre sa fiancée et, à la fin, on le retrouve... éleveur de poulets.

Ce bref résumé ne donne que le sujet du film, car tout le comique vient des trouvailles, des égratignures que Tashlin distribue ici et là tout au cours du film.

Tashlin est un caricaturiste-né; ses oeuvres précédentes nous l'ont démontré, mais c'est surtout avec **Will Success Spoil Rock Hunter?** qu'il le prouve. Ses sujets? Les "executives" de Madison Avenue, la stupidité des commerciaux télévisés (le générique se compose de 9 caricatures de commerciaux dont la meilleure est sans doute celle où l'on voit une jeune femme vanter la douceur du shampoing "très chic" alors qu'on entend ses cheveux crisser sous le peigne et coller à celui-ci), les rouages de la publicité (lors du mariage supposé secret de Rita Marlowe et Rock Hunter une avalanche de photographes et cameramen sortent soudainement des buissons; devenu célèbre, Rock Hunter passe au **Ed Sullivan Show,** pose pour des annonces de vodka, dépose ses empreintes digitales dans le ciment frais du Grauman's Chinese Theatre d'Hollywood, etc...).

Le monde du cinéma est aussi la cible de Tashlin. Tout d'abord le personnage qu'interprète Jayne Mansfield est la caricature de celui de Marylyn Munroe: anatomie, déhanchements, cris aigus; on parle aussi de la compagnie de production de Rita Marlowe (M. Monroe a sa propre compagnie) et d'un prochain film où il y a 2 frères russes: le rôle de Gruchenka des **Frères Karamazov** que Marilyn a toujours désiré interpréter. Puis Tashlin montre l'acharnement des fans pour Rita ou pour Rock "Lover Boy" Hunter; il se moque aussi de certaines personnalités en vogue: Pat Boone, Harry Belafonte, Louella O. Parsons, Elsa Maxwell; et Rock parle d'un "Gregory Peck look" ou de films récents: **Kiss Them for Me, Love Me Tender, Love is a Many Splendored Thing.**

Rita affirme qu'elle n'a pu trouver de psychiatre, car "they are too busy with producers". La fiancée de Rock, enviant les atouts de Rita Marlowe, se lance dans la culture physique, mais est vite épuisée. Consulté, le médecin déclare "It's waste of time. Women would see better if they'd go to a store... you know what I mean". Et elle suit le conseil du médecin.

Le personnage de Bobo (l'homme-singe travaillant dans des tarzanneries à Hollywood est le petit ami (jaloux) de Rita Marlowe) est interprété par Mickey Hargitay qui dans la vie, est un "muscle man" et petit ami de Jayne Mansfield!

Il faut signaler quelques autres gags irrésistibles: le caniche de Rita qui change de couleur suivant les fluctuations vestimentaires de sa maîtresse; la représentation du "success" symbolisée par la possession des clés donnant accès aux chambres de toilette des "executives"; enfin une trouvaille géniale: au milieu du film, nous voyons Tony Randall s'adresser aux spectateurs et leur dire qu'il y aurait un arrêt, "afin de ne pas déranger les habitudes prises en regardant la TV"; et pendant ce temps l'image passe du "Cinémascope Couleurs de Luxe" à la forme et la dimension d'un écran de TV et devient noire et blanche, la tête de l'acteur est mal cadrée, il y a de la neige, l'image saute, etc... Puis quand tout redevient normal,

Tony Randall rappelle qu'il ne faut pas oublier non plus les amateurs de radio: on entend alors une musique d'orgue douceâtre et Randall de résumer l'histoire du film à la manière des "romans-savon".

Pour terminer le chapitre des trouvailles, ajoutons que Tashlin fait mentir le terme technique **fondu au noir.** En effet les fondus sont en couleurs. Vous avez le choix. Bleu, rouge ou jaune!

En plus de comporter une bonne série de gags, une réalisation habile, le film doit beaucoup à Tony Randall, car c'est sur lui que repose **Will Success.** Son jeu est calculé, jamais exagéré et un tantinet sophistiqué. Si la fin déçoit (à partir de la rencontre avec sa fiancée dans son bureau de président) cela est plutôt dû au scénario. L'interprétation de Randall n'est cependant pas sans rappeler celle de Tom Ewell dans **The Seven Year Itch** de Billy Wilder.

Quant à Jayne Mansfield, on ne sait plus à la fin, si elle caricature Marilyn ou si elle se caricature elle-même. De toute façon, Tashlin sait la diriger avec art.

Le prochain objectif de Tashlin? Les scouts. Ça en promet de bonnes.

Jacques LAMOUREUX

Faites vos jeux

Classes dirigeantes et dangereuses bêtises

"Veuillez s'il vous plait vous donner la peine de lire ce message. Ceux qui vous l'adressent sont bien des vôtres..."

Ainsi débute un curieux document, publié comme réclame payée dans **Le Devoir** du 26 mars et signé d'un nom "incorporé", celui du Conseil d'Expansion économique. Sur l'ensemble de ce message, et sur le Conseil lui-même "essentiellement une entreprise de propagande à l'avantage des affaires canadiennes-françaises du Québec", on pourrait sans doute ressusciter de vieux débats mais ce n'est pas ici notre propos.

"Promouvoir le succès des Nôtres (sic) dans tous et chacun des secteurs de la vie économique et sociale" est certes un louable objectif, pourvu qu'on garde dans l'entreprise un bon sens solide et qu'on ne confonde pas valeurs humaines avec valeurs en bourse.

Il est difficile pourtant de faire confiance à ce Conseil quand on relève, dans le message précité, les lignes qui suivent:

"Or voilà que l'immigration ajoute encore à la conjoncture (de l'infériorité économique des Canadiens français) non seulement en nous emmenant des ingénieurs, des chimistes et des techniciens bien préparés pour devenir les chefs et les contremaîtres des prolétaires que deviennent nos gens à nous, mais également en nous forçant à coudoyer, jusque dans nos paroisses, toutes sortes d'éléments hétéroclites qui ne semblent apporter rien qui vaille aux caractères particuliers de notre milieu."

Je n'aime guère, pour ma part, crier au racisme pour la moindre intolérance. Mais de quel mot qualifier une attitude aussi calmement méprisante, un esprit de ségrégation aussi clairement exprimé? Que peut penser un Néo-Canadien en lisant ces lignes, si ce n'est que le Conseil d'Expansion économique lui en veut à lui "élément hétéroclite", d'être venu ternir la pure lignée canadienne-française?

Me touche, plus que tout le reste, l'allusion à "nos paroisses" où nous sommes "forcés à coudoyer" les immigrants. L'auteur de ce message choisit, pour y situer le mépris de son prochain, le lieu même de la famille chrétienne, la cellule essentielle de

notre mère l'Eglise, la communauté religieuse où nous sommes invités à rompre ensemble, avec tous nos frères humains, un pain qui est Dieu...

Cette criminelle, cette honteuse bêtise est-elle inconsciente? Je le souhaite. Car je préférerais pour ma part crever d'infériorité économique, mais avec un coeur ouvert, plutôt que de prospérer à millions du haut d'une superbe aussi bêtement orgueilleuse.

L'auteur de ce message sait-il par exemple que les ouvriers canadiens-français "coudoient" sans se plaindre, parce qu'ils ont le sens de l'Eglise, certains patrons canadiens-français qui, non contents de ne rien apporter qui vaille aux caractères particuliers de notre milieu, exploitent sans vergogne leurs employés? Sait-il que le grand nombre des immigrants "hétéroclites" dont il parle valent bien le grand nombre des "nôtres" et souvent nous dépassent en conscience, en valeur humaine, en générosité? Sait-il enfin que le type d'exclusivisme global qu'il pratique a conduit à la torture et à la mort des milliers d'enfants et d'adultes, il n'y a pas si longtemps?

Vous êtes des nôtres, dites-vous? Hélas! Et pas un membre de votre "Conseil" n'a seulement tiqué en lisant vos propos? Le moins qu'on puisse faire, après avoir lu votre message, en dépit de toutes les bonnes intentions que vous affichez par ailleurs, c'est de vous dire que dans votre entreprise en xénophobie militante nous ne sommes pas des vôtres.

Gérard PELLETIER

Et chez les médecins

N.D.L.R.

Savait-on que l'auteur de L'HOMME, CET INCONNU avait fait un séjour dans la province de Québec en 1904? Par notre faute, écrit le docteur Paul David dans le Bulletin de l'Association des Médecins de Langue Française du Canada, "nous avons alors perdu un Prix Nobel".

"Depuis la dernière guerre surtout, un nombre considérable de médecins gradués d'Universités non Canadiennes ont immigré au Canada. Il était naturel pour ceux qui avaient une affinité francophile de chercher à demeurer dans la Province de Québec. Depuis plus de quatre années, plusieurs ont fait des stages de résidence à l'Institut. En m'intéressant à eux et à leurs problèmes, j'ai souvent éprouvé un je ne sais quoi de honte ou de pitié devant les conditions presque inhumaines de leur potentielle intégration dans notre pro-

fession. Je me demande si la multiplication des obstacles à l'admission de ces médecins est une politique juste et réaliste. Certes, c'est un excellent moyen pour décourager ces éléments étrangers francophiles à s'installer chez nous. Mais, a-t-on seulement intérêt à donner au milieu anglo-saxon des autres provinces ceux qui pourraient demain contribuer à la réputation de notre pensée médicale? Je veux bien croire que le standard de notre enseignement médical universitaire soit exceptionnel. Est-il prouvé que celui de toutes les Universités étrangères soit tellement intérieur? Je comprends la nécessité de protéger les intérêts de la communauté en empêchant un trop grand nombre de médecins néo-canadiens de se partager la clientèle de la Province. Mais est-il prouvé que la Profession soit à ce point encombrée? A-t-on pensé à certains villages éloignés qui sont, à l'heure actuelle, privés de médecins? Dans notre coin canadien, le plus catholique du globe, l'idéologie chrétienne essentiellement basée sur l'amour du prochain ne devrait-elle pas nous dicter une attitude plus charitable vis-à-vis ces médecins qui se sont expatriés pour trouver chez nous une vie d'homme libre et un avenir pour leur famille. Il est facile de deviner les multiples raisons qui ont motivé la présente réglementation du Collège. Mais, avec l'expérience des années passées, je me demande si certaines modifications de la loi ne pourraient pas rendre plus sympathiques les relations entre ces médecins et le Collège.

Actuellement, une requête d'admission à la pratique n'est étudiée que sur présentation du certificat de citoyenneté canadienne, c'est-à-dire après un séjour minimum de cinq années au Canada. Ne serait-il pas souhaitable que cette requête soit étudiée le plus vite possible après l'arrivée du candidat. On pourrait, à la lumière des documents soumis, poser les conditions d'obtention éventuelle du droit de pratique c'est-à-dire énumérer les différents stages hospitaliers et les divers examens universitaires jugés indispensables. Une fois ces exigences satisfaites, ne serait-il pas logique de permettre à ces candidats de se présenter aux examens de la licence fédérale? Le confrère qui aurait satisfait aux conditions hospitalières, universitaires et passé ses examens fédéraux me semblerait pleinement qualifié pour la pratique de la médecine. A ce stade, un droit de pratique temporaire ne pourrait-il pas être octroyé jusqu'à obtention de la citoyenneté? Un tel programme exigerait de toute façon un minimum de trois ou quatre années. Même si le Collège ne consentait pas à lever la barrière des cinq ans de la citoyenneté, le sujet aurait l'assurance néanmoins de l'octroi immédiat de son droit de pratique puisqu'il aurait, entre temps, satisfait à toutes les exigences. Il me semble que le Collège n'aurait rien à perdre en orientant et en conseillant. Si un Comité spécial était constitué, vers lui pourraient être dirigées toutes les offres médicales, qu'elles proviennent de villages ou d'hôpitaux. Bien vite, ce comité serait à même de conseiller ces médecins tout en servant les intérêts de nos centres hospitaliers ou nos régions particulièrement privées de services médicaux. Ne serait-ce que sur le plan psychologique, cette attitude bienveillante et humaine créerait des relations favorables.

Tous savent qu'actuellement la majorité de ces médecins qui élisent domicile dans le Québec passent les cinq années d'attente de la citoyeneté dans nos organisations hospitalières et essaient d'éviter les examens universitaires en appliquant pour un **"enabling certificate"** dans les neuf autres Provinces. Certains réussissent. Pendant ces années d'adaptation difficile, plusieurs connaissent des misères

matérielles énormes, surtout ceux qui ont charge de famille. Toutes ces difficultés aigrissent le caractère et remplissent le coeur de rancoeur. Et puis, est-il tellement logique de leur confier un grand nombre de responsabilités hospitalières, une médecine ou une chirurgie d'urgence sous le souvert d'un patron ou d'une Institution, alors qu'ils sont jugés incompétents pour recevoir leur droit de pratique?

Il faut reconnaître qu'en acceptant les services de ces médecins dans nos hôpitaux nous nous procurons une main d'oeuvre à bon marché qui rejoint quelquefois l'exploitation. Aujourd'hui, ces médecins néo-canadiens sont condamnés au silence. Mais demain, n'aurons-nous pas à subir l'aigreur de ces tristes débuts dans un pays qui devait être un monde idéal et qui fut seulement meilleur. L'avenir nous rendra ce que nous avons semé. Car, en toute franchise, il y a parmi ces confrères néo-canadiens des intelligences supérieures, des hommes de science et d'idéal qui méritent notre admiration, notre estime et notre encouragement. Des barrières trop rigides empêcheront ces médecins de s'intégrer à notre milieu. Il convient peut-être de se rappeler qu'Alexis Carrel en 1904 avait cru pouvoir trouver dans la Province de Québec un idéal d'homme et de médecin et qu'après une courte expérience, il filait vers Chicago puis New-York. Par notre faute, au sens très large du mot, nous avons alors perdu un Prix Nobel. N'existerait-il pas des Carrel parmi tous ceux qui ont cherché en vain un peu de sympathie et d'encouragement dans notre Province?

Il n'est peut-être pas trop tard pour réfléchir sur cet important problème et se demander s'il ne serait pas souhaitable et utile d'élargir nos vues sur l'intégration plus humaine et plus courtoise des médecins néo-canadiens dans notre Province. L'importance même de la médecins canadienne d'expression française mérite que nous fassions table rase des préjugés qui paralysent son dynamisme et entravent ses progrès."

Paul DAVID

. . . D'autre chose

"Un jour, sans doute, au pays de Québec, les temps seront mûrs et cette gratuité scolaire que les meilleurs, les plus désintéressés et les plus impatients d'entre nous étaient allés, trop tôt, quérir au loin, nous la trouverons, comme dit le Sage, couchée à notre porte. Et souriant à nos anciens tourments, nous parlerons d'autre chose".

Ainsi conclut le R.P. Marcel Marcotte, s.j. au terme d'un important article qu'il a donné à **Relations** d'avril.

Il y aurait beaucoup de choses à dire sur cet article du P. Marcotte. Certaines parties, je suis heureux de le dire, en sont solidement raisonnées et fort clairement écrites. Malheureusement, l'article entier baigne dans le climat d'éternité bienheureuse dont le paragraphe précité constitue l'illustration fidèle. Le P. Marcotte manie tous les aspects du problème avec une froideur élégante et détachée qui ne manque certes pas de

"grandeur" mais qu'on a le droit, je pense, de trouver un peu déplacée.

Le P. Marcotte parle des "Mozarts assassinés" et des "contraintes matérielles" qui pèsent sur notre jeunesse étudiante mais il évite de prendre à son compte la description de ces faits. "On cherche à nous occuper de tout cela", dit-il. Mais s'il reconnaît que "voilà des pensées généreuses", il ne les endosse pas pour autant. Sa pensée, à chaque ligne, semble dominée par le souci de ne pas se mouiller lui-même dans cette eau bourbeuse des contingences où barbottent les "impatients"...

On n'est pas étonné par la suite de le voir conclure par une exhortation à la patience. Bien loin de retrousser ses manches pour prendre place devant la besogne, il nous invite au contraire à redescendre les nôtres jusqu'aux poignets, en attendant que la gratuité scolaire se vienne coucher à notre porte.

Mais savez-vous, mon Père, que c'est moins simple pour nous? Au nombre de vos lecteurs, j'en sais un qui, vers 1943, a jeté un long coup d'oeil à "notre porte". Et comme la gratuité scolaire ni aucune bourse n'y étaient couchées, vous me voyez gros-Jean comme devant, mon petit B.A. sous le bras et parfaitement incapable, par manque de formation, sans doute, de la sérénité distinguée qui vous caractérise. Quinze ans plus tard, me voici père de quatre enfants et "notre porte" n'a de couchés sur son seuil que des frais de scolarité multipliés par trois ou quatre. Sera-ce pour mes petits-enfants? Si tout le monde devait adopter votre attitude, je n'en suis pas bien sûr...

D'autant moins que les réformes sociales, en notre pays, sont plus rétives que vous ne le croyez. En Suède, par exemple, l'école primaire est gratuite et obligatoire depuis 1842; chez nous, depuis 1942. Ce décalage m'inquiète. M'inquiète aussi le fait qu'en notre province, le High School est déjà gratuit tandis que le Collège coûte, par année, de 175 à 250 dollars dès les quatre premières années. Cette gratuité, décidément, a tendance à se coucher moins tôt chez nous qu'ailleurs!

"Nous parlerons d'autre chose..." dites-vous? Mais hélas! c'est déjà ce que nous faisons. M. Duplessis parle de mauvaises créances, de terrains de stationnement et de centralisation; d'autres parlent de socialisme, d'impatience et de désintéressement...

Au vrai, il nous faudrait du P. Marcotte un autre article. Ayant condamné l'impatience, sans même analyser la teneur exacte des suggestions en cause, il se doit de nous dire maintenant s'il existe à notre mal un autre remède que le point de vue de Sirius.

Gérard PELLETIER

BULLETIN D'ABONNEMENT

A remplir et à adresser à

CITÉ LIBRE

C.P. 10, Montréal 34. Date: ....

Veuillez, s.v.p., recevoir du soussigné la somme de $2.00 pour un abonnement à 4 numéros de "CITE LIBRE" à partir du numéro ....

Au nom de: ....

Adresse: ....

....

Soussigné: ....

Adresse: ....

....

FICHE DE "SIGNALEMENT"

Voici le nom et l'adresse d'une personne susceptible, à mon avis, de s'intéresser à Cité Libre. Veuillez lui adresser à ce sujet les renseignements d'usage.

M. ....

Rue ....

Ville ....

CITÉ LIBRE

DIRECTEURS:

Pierre-E. TRUDEAU — Gérard PELLETIER

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION:

Guy CORMIER

Abonnement: 4 numéros, $2.00

C.P. 10 - Station Delorimier

Montréal (34) — P.Q., Canada.